inter·action 100

LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN

JUILLET 2019

© signatures photographies

ANNIVERSAIRE

Nos 25 ans tout en couleur avec Frédérique Bedos

PAGE 8

PAGE 12

TABLE RONDE

AMBÉRIEU
la ville qui bouge,

PAGE 30

REPORTAGE

WEST SIDE STORY IN AMBÉRIEU
Bravo aux acteurs sociaux !

PAGE 43

DOSSIER

À L'OCCASION DU N°100
Place aux jeunes ! Visages de nos 25 ans.

TOSHIBA

"LIBÈRE VOS IMPRESSIONS"

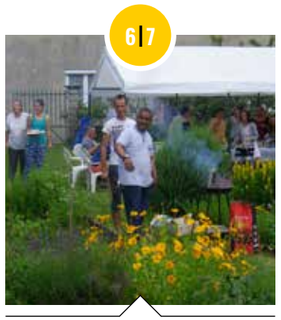
VOTRE EXPERT VOUS ACCOMPAGNE TOUT AU LONG DE VOTRE PROJET DE GESTION DOCUMENTAIRE

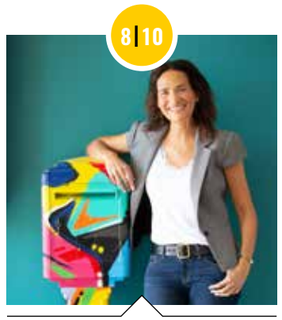
AGENCE DE PERONNAS

Pascal POINSOT
Mobile : 06 13 82 73 40
Mail : poinsotp@tce.toshibatec.fr

ACCOMPAGNEMENT ET SUIVI RENFORCÉS

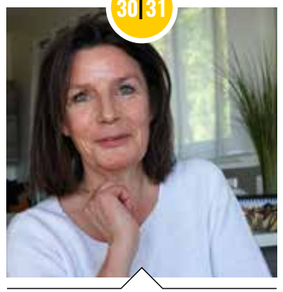
SOMMAIRE
JUILLET 2019 #99

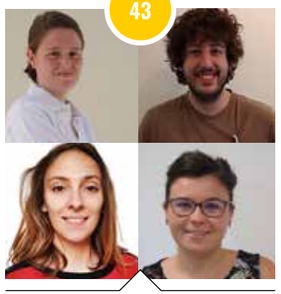

6|7
C'est vous
QUI LE DITES


8|10
Interview Frdérique Bedos
JOURNALISTE, RÉALISATRICE

12|14
Table ronde
Ambérieu, la ville qui bouge

15
Portrait pour traits
CLAIRE DANJEAN


30|31
Mon parcours à moi
AURÉLIE SEIGNEMARTIN


43
Dossier
PLACE AUX JEUNES !

26|27

38|39

Le cahier partenaires
BOURG HABITAT JOUE ET GAGNE AU DOMICILE ET L'UDAF S'INTERROGE SUR LES MAJEURS PROTÉGÉS

LE MAGAZINE TRIMESTRIEL DE L'ACTION SOCIALE DANS L'AIN

Partenaires : Adapei, ADAPA, ADMR, Ain Domicile Services, Alfa3a, Bourg Habitat, Caf de l'Ain, Conseil départemental, Dynacité, MSA Ain-Rhône, Orsac, Semcoda, Udaf de l'Ain | **Directeur de la publication :** Jacques Dupoyet | **Directeur de la rédaction :** Alain Gilbert | **Réalisation :** Abscisse Communication, 27 rue des Bons Enfants 01000 Bourg-en-Bresse Tél. 04 74 24 44 44 | **Rédaction :** Michel Bellaton, Agnès Bureau, Alain Gilbert, Margaux Legras-Maillet, Christophe Milazzo, Annick Puvilland | **Création :** Genaro Studio | **Photographies :** Sébastien Tournier | **Impression :** Estimprim. Tirage : 10 000 ex. N°ISSN : 1260-528X.

www.interaction01.info

Contacts : alaingilb@gmail.com | annick.puvilland@interaction01.info

Accueil de jour rue de la Paix à Bourg

Du répit pour les demandeurs d'asile

La saturation des dispositifs d'accueil contraint de nombreux migrants à errer dans la ville. Pour restaurer leur dignité, Alfa3a, en lien avec les services de l'État et le diocèse, a ouvert en novembre un accueil de jour dans la bien nommée rue de la Paix à Bourg-en-Bresse.

« Je suis particulièrement satisfait de cette ouverture » estime le maire, **Jean-François Debat**. *« C'est une action positive sur le plan humanitaire, de l'équilibre social et de la compréhension par les citoyens des conditions d'accueil de migrants. »* 3 150 non hébergés ont déjà poussé les portes dont 96 % de demandeurs d'asile, en majorité des hommes jeunes ou des familles avec enfants venus d'Albanie, du Kosovo, d'Arménie, de Côte d'Ivoire, de Guinée ou du Nigéria.

L'accueil de jour offre un toit pour la journée, des services de première nécessité, et permet un suivi et un accompagnement, notamment administratif en lien avec le Dhuda (Dispositif d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile) situé à la même adresse. Les équipes prêtent une attention particulière aux aspects sanitaires, alimentaires, en lien avec la Banque alimentaire, et médicaux. Une orientation vers des médecins ou le service Pass (Permanence d'accès aux soins de santé) de Fleyriat est possible.

L'accueil de jour est ouvert du lundi au vendredi de 9 à 16 h.

Journée nationale des aidants

Une première à Bourg

Samedi 5 octobre, un comité de pilotage inter-associatif (ADAG, ADAPA, ADEA, Asdomi, Bulle d'Air, CIDFF, ECLAT, France Alzheimer, Répit des aidants, UDAF, UNAFAM…), coordonné par APF France handicap, organise une journée à destination des proches aidants de personnes âgées ou handicapées, à Bourg-en-Bresse, à l'EREA Philibert Commerson. Objectif : améliorer la communication auprès du grand public et des professionnels, en valorisant les dispositifs de soutien et de répit des aidants existants sur l'Ain.

Au programme : village associatif, échanges, ateliers thématiques, bar des aidants, espace d'accueil des personnes aidées… En résonance, un événement aura également lieu sur le Pays de Gex.

Tél. 04 74 23 41 59
dd.01@apf.asso.fr

Notez-le

Ils partent, ils arrivent

À l'Orsac
• En poste depuis mai 2019, **Marine Gélin** est chargée de la communication (interne et externe) à l'Orsac.

• **Dominique Lebrun** a succédé en juin à Jean-Claude Michelon, qui clôt neuf ans de présidence de l'Orsac. En retraite depuis peu de son poste de directrice générale de la Mutualité du Rhône, elle est également présidente de l'URIOPSS.

À la DDCS
• Directeur départemental de la cohésion sociale depuis février 2017, **Laurent Willeman** a quitté l'Ain le 1er juillet : il a été nommé directeur adjoint de la DDCS du Rhône.

Au centre hospitalier Fleyriat
• Auparavant directrice du CH Loire Vendée Océan, **Frédérique Labro-Gouby** est, depuis le 27 mai, directrice du centre hospitalier Fleyriat.

À l'ADMR
La fédération ADMR de l'Ain a accueilli en juin dans son équipe une référente santé et prévention de la perte d'autonomie. Infirmière de formation, diplômée d'un Master 1 Droit, économie et gestion mention économie sociale et solidaire, **Nadège Marguin** a pour mission principale d'accompagner les structures ADMR de soins dans leur développement et d'être le relais des partenaires sur le volet santé. Dans ce cadre, elle pilote des projets en lien avec la prévention de la perte d'autonomie tels que les actions soutenues par la Conférence des financeurs et la création de nouvelles offres de services alliant santé, bien-être et maintien à domicile pour tous. Cette création de poste témoigne de la volonté de l'ADMR de s'adapter aux nouveaux besoins de la société et d'anticiper l'avenir.
nmarguin@fede01.admr.org

ÉDITO

PAR ALAIN GILBERT, DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Remue-ménage remue-méninges

Avec cet exemplaire, *Interaction* passe le cap des cent numéros et des vingt-cinq ans d'âge. Nous les fêterons le 5 juillet, en présence de **Frédérique Bedos** (lire l'entretien page 6 et suivantes), et de tous ceux qui soutiennent, nourrissent et éditent ce magazine unique en France. Nous reviendrons dans notre numéro d'octobre sur cet événement qui nous tient à cœur. Hasard des agendas, le **Cahier Partenaires** de ce numéro est vraiment particulier : nombreux sont-ils à prendre date pour l'avenir en modifiant de fond en comble leur organisation, en relookant leur image et leur stratégie, en poursuivant leur réflexion sur la pertinence de leurs actions. Petite revue de détail…

Commençons par les chamboulements :

– L'**Orsac** déménage et réorganise son siège lyonnais, tout en se choisissant une présidente ;

– L'**Adapa** retravaille ses fondamentaux pour améliorer la qualité du service rendu ;

– De son côté (mais il était trop tôt pour en parler), le **Conseil départemental** présentera dans le numéro d'octobre sa nouvelle organisation territoriale et opérationnelle.

Dans le numéro d'avril, la **MSA** prenait les devants en révisant sans concession son mode de fonctionnement.

Passons au positionnement :

L'**ADMR** et la **Semcoda**, sans se donner le mot, ont voulu l'une et l'autre se doter d'une nouvelle visibilité en optant pour une stratégie organisée autour de quatre marques. De son côté, **Bourg Habitat** a engagé la *Grande Conversation*, une rencontre en prise directe entre ses équipes et ses locataires.

Le questionnement enfin :

L'**Adapei** et l'**UDAF** s'interrogent. Sur l'évolution de ses établissements et l'inclusion dans la société des personnes en situation de handicap, pour la première ; sur les nouveaux droits applicables aux majeurs qu'elle protège, pour la seconde.

Le social dans l'Ain – je le précise car ce n'est pas forcément ainsi ailleurs, dans les autres départements – est un organisme vivant avec des opérateurs qui évoluent comme des entreprises (humaines) : une plus grande expertise des équipes, une meilleure satisfaction des "usagers", pour ne pas dire des clients. Il ne faut pas hésiter à parler de profit !

Cette fois encore, notre **Cahier Partenaires** prend tout son sens : c'est en même temps un laboratoire et une vitrine, un lieu où se dévoilent les expériences et une devanture où se mettent en valeur les initiatives. Il n'est pas toujours facile de les traduire en mots et en images, mais, même au bout de ces 100 numéros, continue de lier ces partenaires et de les relier à ses milliers de lecteurs. .

C'EST VOUS QUI LE DITES !

La mise en place de l'Observatoire départemental d'appui au dialogue social et à la négociation collective dans les entreprises de moins de 50 salariés, suite aux ordonnances Macron, est en avance dans l'Ain. Il réunit six représentants des organisations patronales, six des salariales, et la Direccte qui a un rôle administratif. Toute organisation peut le saisir.
Son but est d'informer, d'accompagner, en restant neutres – nous sommes conseillers et pas arbitres –, de faire remonter au niveau national ce qui marche ou pas.
Des réunions décentralisées sont programmées pour le faire connaître.
La prochaine aura lieu le 7 novembre, sur la Côtière.

DOMINIQUE VARLET ET DIDIER MAYER
VICE-PRÉSIDENT ET PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSE ET D'APPUI AU DIALOGUE SOCIAL ET À LA NÉGOCIATION

Convivial « jardin banal »

Exit l'ancien et éloigné jardin partagé : les Accorderies du Bugey disposent désormais, tout près de l'Accorderie, d'un « jardin banal » de 100 m². Le 15 juin, jour d'inauguration, il fleurait bon les plats maison, réalisés avec les premières récoltes.

Un des axes de développement est de construire le parcours de soins des patients grâce aux coopérations avec les hôpitaux du GHT et d'autres partenaires.

FRÉDÉRIQUE LABRO-GOUBY
DIRECTRICE DU CENTRE HOSPITALIER FLEYRIAT

J'ai eu grand plaisir à travailler avec vous tous. Ce fut très facile, très simple et très humain.

LAURENT WILLMAN,
DIRECTEUR DE LA DDCS a remercié avec beaucoup de sincérité son équipe de la DDCS et les partenaires, lors de son pot de départ.

Partage & découvertes

La tournée des Marpa

Le 21 septembre, treize Marpa de l'Ain tiennent portes ouvertes pour tout public, avec pour chacune un convivial programme d'activités concocté maison.

« Vintage for ever » à la Chènevière, « Zen attitude » à la Cité des seniors, « Papilles en fête » aux Narcisses, « Un lama dans le salon » à La Valette, « À la découverte de vos 5 sens » à La Veyle… Thématiques, originales et participatives sont les activités proposées à tout public, le samedi 21 septembre, dans les Marpa (Maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie) de l'Ain.
Tel le week-end De ferme en ferme, l'événement invite à se déplacer au fil du département, pour découvrir ces maisons à taille humaine, réunissant chacune une vingtaine de logements pour personnes âgées autonomes ou en légère perte d'autonomie, à rencontrer leurs résidents et partager un moment de convivialité.
Treize des seize structures labellisées Marpa dans l'Ain participent à l'opération. Résidents, bénévoles, professionnels et partenaires ont défini et concocté ensemble leur programme. Le public n'aura plus que l'embarras du choix !

Tweet wall

Ville de Montluel@Ville2Montluel 9 juin
La gendarmerie recrute des jeunes de 18 à 26 ans pour des postes de volontaires. Infos sur le site **http://lagendarmerierecrute.fr**

Msa Ain Rhône@Msa_AinRhone 23 mai
Les modes de communication changent mais pas l'esprit mutualiste et démocratique de la MSA ! **#ElectionsMSA2020**

Préfet de l'Ain@Prefet01 19 juin
Suppression de la #taxehabitation : 269 396 foyers #aindinois économiseront 620 € en moyenne **www.ain.gouv.fr/suppression-de-la-taxe-d-habitation-sur-les-a5597.html**

La vie d'un secteur à Ain Domicile Services
Vidéo réalisée au sein d' une de ses équipes de proximité, dans le Haut-Bugey, et présentée par Ain Domicile Services (ADS) lors de son assemblée générale au stade Mathon à Oyonnax. **https://www.youtube.com/watch?v=0DDRrPU0r0I&t=202s**

LABO1@LAB_01 30 avril.
Une belle initiative de @CCPA01 : la #VR pour valoriser les métiers des **entreprises en manque de personnel prise en charge à 50 %**

VITE DIT !

60 bougies pour l'ADAPA

Créée en juillet 1959, l'ADAPA (Association départementale d'aide aux personnes de l'Ain) fête ses « soixante ans d'expérience au service de demain ». Pour cela, l'association prépare une édition spéciale de son assemblée annuelle d'information et de concertation. Réservé à une liste de privilégiés, l'événement mettra en lumière le parcours de l'ADAPA, son évolution et son ascension, autour d'un moment festif enrichi de quelques surprises. Rendez-vous le 30 septembre, avec nombreuses animations et témoignages.
Tél. 04 74 45 67 49
communication@adapa01.com

Objectif inclusion scolaire

L'Ain a été l'un des vingt départements visités par le député Aurélien Pradié dans son tour de France du handicap, effectué d'octobre 2018 à mai 2019, suite au rejet de sa proposition de loi pour l'inclusion des élèves en situation de handicap. Le 7 mars, cette visite a permis de recueillir des témoignages de familles, d'enfants et de professionnels de santé. Les tables rondes et le déplacement à l'IME Dinamo, à Hauteville, ont offert de riches échanges de terrain entre élèves, parents, enseignants, accompagnants, partenaires et acteurs locaux pour trouver ensemble des solutions pour améliorer l'inclusion scolaire. Le Plan Handicap 01 2017/2022 œuvre déjà en faveur d'une société inclusive.

Balades en scène à succès

Deux représentations étaient au programme de la saison 2 de Balades en scène* à Lagnieu, action collective initiée par deux assistantes sociales, en partenariat avec le CCAS. Les acteurs âgés de 9 à 83 ans, souvent en difficultés, reprennent confiance par le théâtre. La ville devient alors une scène grandeur nature avec des déambulations dans les rues aux côtés des acteurs. Encore une belle réussite !

* Voir Interaction n° 97, p. 35.

Elle sera des nôtres le vendredi 5 juillet pour le 100e numéro et les 25 ans d'Interaction. Une fête où nous souhaitons réunir partenaires, amis, soutiens, collaborateurs, acteurs et lecteurs de tous horizons pour échanger sur le devoir d'informer. Pour qui ? Comment ?
Avec quelles valeurs, avec quels mots ? Et pour dire quoi ?
Ces questions ne nous ont jamais quittés. Le souffle de Frédérique Bedos sera le bienvenu pour éteindre nos bougies éphémères et raviver une flamme que nous entretenons avec passion depuis juillet 1994. Sur bien des points, nous brûlons des mêmes feux. Bienveillance, écoute, espérance, amour, accompagnement… Elle met des mots sur des sentiments que l'on tait, par peur plutôt que par pudeur. Comment faire le bonheur du monde, non pas malgré lui, mais avec lui ?

Frédérique Bedos

JOURNALISTE, RÉALISATRICE, FONDATRICE DE L'ONG D'INFORMATION *LE PROJET IMAGINE*

© signatures photographies

« Mes films sont des **brise-glace.** »

Vous liez très fortement Le Projet Imagine à votre qualité de journaliste.
Le *Projet Imagine* est une ONG d'information. Telle était mon idée au départ : trouver une nouvelle forme de journalisme, un ton renouvelé, retrouver une marge de manœuvre. J'ai désormais les coudées franches. Loin de moi l'idée de dénigrer les autres formes de journalisme.

> « Je pratique un journalisme d'espérance.

Les médias ont-ils oublié d'être des outils de médiation ?
J'essaie de mettre en lien les acteurs. Je veux rendre accessible, audible, la parole de ceux qui n'ont pas voix au chapitre des médias, ceux qui portent des messages d'espérance capables de toucher le grand public. Les outils pour s'informer sont de plus en plus performants. Nous avons l'œil sur tout, partout, mais nous sommes ainsi victimes d'« infobésité ». Comment faire la part des choses ? Comment trier, voir l'anecdotique dans le spectaculaire ? Je défends un journalisme utile. S'informer est une nécessité qui donne prise sur la réalité, si l'on veut prendre sa part dans la marche du monde, s'engager, l'améliorer. Il faut des clés qui transforment l'information en réactions. Le propos du *Projet Imagine* est d'inspirer pour agir.

Il n'hésite pas à revendiquer le droit à un journalisme positif.
À ne pas confondre avec le journalisme de bonnes nouvelles, que je réfute. Comment mettre la tête dans le sable quand on sait les problèmes et les défis actuels ? Dans l'audiovisuel, que je connais bien pour y avoir exercé pendant quinze ans comme journaliste, présentatrice et animatrice, en France et à l'international, l'information est devenue caricaturale à force de ne viser que le grand public. Elle n'est ni claire ni accessible pour des gens qui, de ce fait, ne se sentent pas parties prenantes. Le brouhaha médiatique s'est transformé en diversion qui nous empêche d'entendre notre voix intérieure, celle qui nous permet d'appréhender notre richesse et celle de l'autre. Je parle souvent de chemin d'introspection. Simplifier ne signifie pas caricaturer. Je pratique un journalisme d'espérance qui s'attache à une information juste, souvent très fouillée, mais pas forcément objective. L'objectivité est une idée biaisée car tout point de vue est subjectif. Ce qui ne vous interdit pas d'être honnête dans la façon de traiter un sujet.
J'assume cette ligne éditoriale qui veut nourrir les neurones, toucher les cœurs, remuer les tripes. C'est l'émotion qui met en mouvement. C'est un journalisme à hauteur d'être humain. Il ne relève pas d'un optimisme béat ; ce n'est pas une méthode Coué. Nous vivons dans un monde où les problèmes sont graves, voire dramatiques. Il ne faut pas les édulcorer mais les éclairer. Plus la situation est grave, plus elle constitue une marge de progrès. Ce journalisme-là est résolument constructif.

Vous n'hésitez pas à utiliser des mots tabous, comme amour.
Le prononcer ou l'écrire fait de vous immédiatement un bisounours. On ne vous prend plus au sérieux. Même chose pour le mot joie qui devrait être au cœur de nos vies. À force de diffuser tant de violence, de porter en permanence un regard anxiogène, les médias nourrissent la peur, la stigmatisation. L'autre est devenu un bouc émissaire.
Comment voulez-vous que les gens quittent leur fauteuil s'ils n'y croient plus ? Si ce monde est fichu car gouverné par des crapules ? Pour moi, l'amour et la joie sont des moteurs bien plus puissants que la culpabilité.

> « Mes héros sont des gens qui ont relevé les manches.

Beaucoup de vos sujets ont une dimension universelle.
Nous sommes très vigilants sur les messages que nous faisons passer. Ils s'appuient sur un travail d'analyse journalistique très poussé. *Des Femmes et des Hommes*, documentaire qui traite de l'égalité entre les sexes — sujet très épineux et très clivant —, s'intéresse bien sûr à la religion et à ses conséquences sur l'oppression des femmes. Mais comment dénoncer l'indéfendable sans stigmatiser, sans être dans le jugement ni la politique spectacle ni les bons sentiments ? La ligne de crête est fragile et subtile. Ce film a été traduit en onze langues et vu par cinquante-cinq millions de spectateurs. Personne — y compris dans les pays musulmans — ne s'est senti agressé.

> Pour créer une culture de l'engagement, il faut créer des racines.

Qui sont vos héros auxquels vos films s'attachent ?
Ce sont des gens qui ont relevé les manches. Ils ont décidé d'agir. Leur point de départ, c'est l'humanité qui les habite, leurs tripes qui les poussent à un sentiment de révolte. C'est plus fort qu'eux. Alors, ils s'organisent, au-delà des dispositifs d'aide qui leur paraissent insuffisants ou obsolètes. Ces héros du quotidien se rendent compte que ce qui est mis en place ne suffit pas ou plus. Ils innovent, quitte à bousculer. Ce n'est pas facile. Ils doivent se battre. Je mets en lumière, avec ces portraits, des personnes qui prouvent qu'il est possible de changer le monde et que chacun peut avoir prise sur lui. Nous vivons dans une époque qui ne cesse de nous rappeler que nous avons des droits et des devoirs. On ne se dit jamais qu'on a des pouvoirs pour transformer le réel. Inutile de se plaindre quand les choses ne vont pas bien ; à chacun de construire un monde meilleur.

Comment diffusez-vous vos productions ?
Le Projet Imagine est là pour porter une parole forte, pour faire bouger les lignes en nous appuyant sur des médias de masse comme TF1 ou Voice of America. Deux longs-métrages ont été présentés à Cannes et sont projetés dans de grandes institutions. Le film sur Jean Vanier, *Le Sacrement de la tendresse*, a été diffusé en salle dans toute la France. La plupart de nos réalisations — clips, courts-métrages, moyens-métrages, longs-métrages — sont accessibles sur notre site. Nous avons pris le pari de provoquer ainsi une contagion d'engagement.

Utilisez-vous un mot très en cours dans le discours social : accompagnement ?
J'aime beaucoup ce mot. Il suppose qu'on fait un bout de chemin ensemble. Ni leçon ni morale, mais une rencontre. *Le Projet Imagine*, avec ses films, ses héros, ses ateliers veut rendre le monde plus humain. Il va à la rencontre de celui qui n'est pas moi, qui ne pense pas comme moi. Je veux changer le monde en le rendant plus humain en le pacifiant. La culture de la paix est la culture de l'altérité.

Le professionnalisme est-il gage d'universalité ?
Il faut mettre la barre de l'exigence très haut sans verser dans l'élitisme. Le journalisme suppose de la pédagogie surtout si on veut enclencher des changements concrets. Ce n'est pas très utile de prêcher pour des convaincus.

Vous évoquiez tout à l'heure l'existence d'ateliers.
Le Projet Imagine ne se cantonne pas aux films. Ils sèment la graine et veulent donner le désir d'agir. Mes films, mes outils audiovisuels sont des brise-glace pour fendre les carapaces. Pour créer une culture de l'engagement, il faut créer des racines. Nous avons conceptualisé des parcours d'apprentissage à l'année, à destination notamment des écoles. Les élèves « imaginent » et mettent en place leur propres projets solidaires. En fin d'année scolaire ont lieu les « Célébrations » ! Car il est essentiel de fêter ensemble la joie de l'engagement ! Peu à peu nous mettons en place des programmes à destination des villes, des prisons, des entreprises. Le Mouvement Imagine, c'est une aventure qui ne fait que commencer !

Propos recueillis par Alain Gilbert

Pour aller plus loin

- **Un site :** www.leprojetimagine.com
- **Une page facebook :** facebook.com/LeProjetImagine
- **Un livre :** *« La petite fille à la balançoire »* (Éd. Les Arènes 2013, rééd. « J'ai Lu » 2015), livre-témoignage où elle révèle sa première source d'inspiration : ses parents adoptifs du Nord de la France qui l'ont accueillie ainsi qu'une vingtaine d'enfants « inadoptables » du monde entier.
- **Un entretien :** www.youtube.com/watch?v=9sEE3QKTKAU

CLAIRE DANJEAN
Cure de jouvence

PAR ALAIN GILBERT

Claire Danjean apporte une perspective différente au monde des présidents d'associations, souvent âgés, plutôt masculins. Bénévole et militante, elle revendique l'importance et la richesse de l'engagement.

L'engagement, Claire Danjean est tombée dedans toute petite. Issue d'une famille d'agriculteurs engagés, elle quitte la Saône-et-Loire pour ses études, mais se rend compte que la ville n'est pas faite pour elle. Direction Beaupont où elle s'engage au sou des écoles et à la garderie périscolaire, adhérente à la fédération Familles rurales, pour s'intégrer au village. *« Venant du monde rural, ça me correspondait. Je venais d'avoir mon troisième enfant et je souhaitais des responsabilités en lien avec l'enfance-jeunesse. »*

> « ON NE S'IMAGINE PAS PRENDRE CES RESPONSABILITÉS AU DÉBUT. PUIS ON DÉCOUVRE DES GENS, LE FONCTIONNEMENT ET DES VALEURS QUI DONNENT ENVIE DE CONTINUER. »

Dans le grand bain

En 2013, c'est le déclic quand le président de la fédération régionale déclare qu'en l'absence de bénévoles, Familles rurales disparaîtra dans l'Ain. Désireuse de s'investir à une échelle plus globale, Claire Danjean devient vice-présidente puis présidente de la fédération de l'Ain. *« Je suis arrivée dans le grand bain, avec des remous mais ça fait partie de mon caractère ! »* résume-t-elle.
Depuis, les chantiers ne manquent pas, toujours soutenus par les valeurs motivant son engagement. *« Je suis un couteau suisse ! Ma formation en politique générale d'entreprise et mon bagage professionnel m'aident à répondre aux situations et je n'ai pas peur de solliciter le réseau. »*

« J'ai un bon agenda électronique ! »

Si le manque de temps est souvent cité comme un frein à l'engagement, Claire Danjean parvient à jongler entre ses engagements bénévoles, un travail à temps plein et sa vie privée. *« Ce sont des priorités et des choix »* précise-t-elle. *« J'ai pris beaucoup de jours de congé et on s'organise pour s'occuper de nos enfants. Je mets un point d'honneur à passer du vrai temps avec eux. »* Pour elle, le bénévolat est une richesse, un lieu de dialogue et de rencontres. *« On me demande souvent ce que ça m'apporte. Je crois aux valeurs du bénévolat. C'est un espace démocratique où l'on peut faire changer les choses. »*

Un nouveau souffle

Son seul regret est de ne pas réussir à attirer plus de bénévoles : leur diversité garantit la richesse des échanges. *« Je ne vois pas en quoi s'engager rend moins libre, au contraire ! »* note Claire Danjean. *« Si chacun s'engageait un petit peu, prenait une responsabilité, il y aurait moins besoin de gens hyperactifs comme moi ! »*
Pour autant, pas question de jeter la pierre à ceux qui ne s'engagent pas. Pour elle, il faudrait concevoir le bénévolat différemment, en étant clair sur les demandes des structures et les capacités du bénévole. Alors, envisage-t-elle de passer le relais à la présidence de Familles rurales ? *« Il le faudra car c'est fatigant et j'aimerais travailler mon bénévolat différemment, retourner sur les projets, sur la partie plus ludique. »*

Bio

- 38 ans
- Habite Beaupont depuis 2011.
- Gestionnaire de contrats.
- Élue vice-présidente de la fédération Familles rurales de l'Ain en 2013 et présidente en 2016.
- Désireuse de voir l'envers du décor et d'insuffler de la jeunesse, elle est élue au conseil municipal de Beaupont en 2014.
- Administratrice de l'UDAF depuis 2017.

> Le temps est une notion parfois un peu étrangère pour moi ! L'excuse du manque de temps me fait sourire !

Ambérieu-en-Bugey
La ville qui bouge

Mirage III ou CC 6 500 ? Avion ou train ? Ciel ou terre ? Décollage ou train-train ? Centre-ville ou quartier Gare ? Droite ou gauche ? Esseulée ou communautaire ? Ambérieu-en-Bugey, éternelle tiraillée… Notre table ronde voulait dépasser ces alternatives car les questions d'hier semblent dépassées. Aujourd'hui la ville bouge, ses habitants se bougent. Cette fois Ambérieu n'hésite pas. Elle n'en a même plus le temps !

PAR ALAIN GILBERT
AVEC LA COMPLICITÉ DE XAVIER JACQUET (RCF)
ET DE PAUL MORANDAT (RCF)
PHOTOS SÉBASTIEN TOURNIER

Accord parfait

« C'est facile de travailler avec Daniel Favre. » **Entre Dynacité et la ville, le courant passe toujours très bien. La municipalité est reconnaissante au bailleur burgien de lui avoir retiré une belle épine du pied en reprenant Ambérieu Habitat.**

Dynacité a passé beaucoup de temps à rassurer les salariés en lui proposant un projet individuel et en leur donnant d'autres moyens d'action. Sur le terrain, son directeur d'agence, **Nicolas Angel** est très apprécié des partenaires, glisse **Christine Boulin-Bardet.**

Dynacité mène à Ambérieu deux projets d'importance qui ont su s'imposer dans les arbitrages financiers régionaux : la rénovation urbaine du quartier de la gare (*« Non, on ne va pas refaire la Part-Dieu ! »* s'agace **Daniel Favre**) et une opération cœur de ville. Juste équilibre dans une ville bipolaire.

La rénovation de la Gare (9 M€) débouchera sur un pôle multimodal qui requalifiera une gare fréquentée par 4 000 voyageurs chaque jour ; ce sera aussi un quartier des Savoirs, un pôle conçu comme un éco-système, à 25 minutes de train de Lyon, pour attirer des entreprises et accueillir les redéploiements locaux ou les réussites comme le Lab01. Mais ce sera surtout, dès 2020, la refonte totale de la place Pierre-Sémard qui accueille le centre social Le Lavoir, la Maison du peuple, des voitures, des immeubles. **Marc Gomez** n'entend pas se limiter à ce périmètre : *« Nous regarderons les quartiers voisins, connexes et en devenir pour que personne ne se sente oublié. »* Dynacité veut vraiment faire corps avec la ville.

> Mon discours n'a pas changé et je l'ai dit des dizaines de fois : Ambérieu est née grâce à la gare ; elle se développera par la gare. Ce ne sera pas, comme certains peuvent le craindre, une cité-dortoir.
>
> **DANIEL FAVRE,**
> MAIRE D'AMBÉRIEU

Ça va trop vite. Nous ne devons pas faire n'importe quoi […] De vous à moi, je préfère être dans cette logique de développement, plutôt que dans la logique inverse, à savoir comment freiner la fermeture des magasins, comment freiner l'évasion scolaire ou économique. Je préfère, même si certaines nuits sont compliquées.

DANIEL FAVRE,
MAIRE D'AMBÉRIEU

Nous posons des questions qui vont au-delà de nos résidences. Comment mieux accueillir ces fameux 7 000 emplois créés par le territoire, portés par + 15 % d'employabilité par an ? Ambérieu, c'est un nœud ferroviaire et autoroutier avec un aéroport à proximité. Il y a une vraie synergie de travail avec la ville et la communauté de communes, et c'est tout bénéfice pour nous.

MARC GOMEZ,,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE DYNACITÉ

Ambérieu est avant tout une ville vivante qui ne s'agite pas mais qui évolue. Les institutions ont une réelle volonté d'aller vers les habitants et les habitants ont envie de participer à ce mouvement. […] Le centre social a une place et un rôle à jouer. C'est ça le liant !

JOSÉ ORMAZABAL,
DIRECTEUR DU CENTRE SOCIAL LE LAVOIR

L'Accorderie est bien sûr intéressée par la rénovation urbaine de la Place Pierre-Sémard. Elle est en proche. Beaucoup de nos accordeurs participent aux activités du centre social ou sont investis dans des associations du quartier. Ils suivent, ils sont intéressés ; certains mêmes sont membres actifs du Conseil citoyen.

PIERRE VAILLANT,
CO-PRÉSIDENT DE L'ACCORDERIE

C'est incontournable que le centre social du Lavoir reste au milieu du quartier. C'est important que l'ensemble des habitants concernés par la politique de la ville restent ici, qu'ils ne soient pas délocalisés. Cela va nous permettre de relier les gens les plus éloignés pour qu'on vive bien dans ces quartiers.

CHRISTINE BOULIN-BARDET,
DIRECTRICE DE LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE LA SOLIDARITÉ PLAINE DE L'AIN

Un vrai dialogue

Ambérieu fait partie des villes qui prennent le virage de l'innovation. Avec le recul que lui donnent la dimension régionale et l'expérience sociale des interventions de Dynacité, **Marc Gomez** parle des villes qui, comme Oyonnax ou Ambérieu, ont une « biodiversité » et assument un projet personnel avec singularité. D'où l'intérêt à réussir ensemble.

Christine Boulin-Bardet, avec sa connaissance fine du territoire a de quoi illustrer le propos : *« Ici, on a des initiatives un peu atypiques comme l'Accorderie qui est un échange de temps contre du temps »* ou l'anticipation économique qui cherche à visualiser ce qui va se développer et faire naître de nouveaux besoins. *« Ici, on n'exclut pas. »* Mieux, on relie aisément le centre social Le Lavoir, l'Accorderie, la communauté de communes de la Plaine de l'Ain, le festival d'Ambronay puisque la culture est aussi un bien commun à partager. Et de poursuivre : *« Ici, nous avons une chance incroyable de vivre sur un territoire qui peut allier innovation et ancrage local assuré par des gens qui sont historiquement porteurs de valeurs. »*

« C'est bien de reconnaître l'importance de l'économique, nuance **José Ormazabal**, *mais il faut aussi reconnaître l'habitant qui se bouge. »* **Daniel Favre** emboîte le pas à **Pierre Vailland** qui vient de parler du conseil citoyen mis en place dans le cadre de la politique de la Ville : *« Le conseil citoyen, c'est nouveau sur Ambérieu. La municipalité a voulu, en le dotant d'un budget de fonctionnement, que ce ne soit pas que le respect d'une obligation réglementaire. C'est un vrai dialogue. »*

Plus vite... que la musique

C'est **Christine Boulin-Bardet** qui a déplacé le curseur territorial vers Saint-Rambert et son centre social. L'intérêt du débat est monté d'un cran. Les polémiques qui ont marqué le rattachement de l'Albarine à la communauté de communes de la Plaine de l'Ain sont oubliées. Fini les pauvres d'un côté, les riches de l'autre. Ambérieu a été un trait d'union.

L'Albarine tire profit depuis deux ans du premier contrat de ruralité signé en France. *« Il a rejailli sur les 53 communes de la communauté,* renchérit **Daniel Favre**, *comme le contrat politique de la ville va rejaillir sur le territoire. »*

La communauté de commune, véritable puissance économique, marche avec Ambérieu au point de contribuer aux projets urbains, de vouloir développer une plateforme emploi-formation pour répondre à la demande des entreprises, de soutenir un projet de logement éphémère en colocation à destination des étudiants, des apprentis, des futurs employés du chantier de déconstruction de la centrale de Bugey. *« Cela concerne aussi les séniors… »* complète **Marc Gomez**, puisque Dynacité a déjà testé cette formule innovante dans l'agglomération lyonnaise.

Toutes ces innovations ne tiennent pas du gadget. Elles contribuent toutes à l'équilibre social (et sociétal rajoutera Christine Boulin-Bardet). Daniel Favre a annoncé la présentation d'un plan au second semestre pour résoudre un problème pointé depuis très longtemps par la CCPA : la mobilité qui fait défaut aux plus fragiles.

Le développement économique et l'adaptation des structures d'accueil et d'accompagnement social sont ici intimement liés. La course contre la montre est même lancée *« Nous avons pris du retard »* concède Daniel Favre. Tout s'accélère : *« Le Parc industriel de la Plaine de l'Ain a fêté ses 40 ans. Ces deux dernières années, il a vendu autant de surfaces d'implantation qu'en 20 ans. »*

Urbi et orbite !

Lire la revue de presse consacrée pendant plusieurs semaines par *Le Progrès* à Ambérieu-en-Bugey revient à prendre en permanence le pouls de la ville. Sa population stagne ? Tant mieux répond son maire, Daniel Favre, accusé d'être un bétonneur. Il reconnaît avoir donné un coup de frein sur les permis de construire et s'en félicite : terminons d'abord les projets en cours (logements pour les alternants, pour les séniors, jardin d'enfants, restaurant scolaire, îlot des Savoirs, et bien sûr rénovation urbaine) pour ne plus mettre la charrue avant les bœufs.

Ambérieu est-elle en meilleure santé ? Oui ! puisque son hôpital privé vient de se doter d'un IRM et de doubler la surface de ses urgences. Indispensable pour le centre du département. Sans oublier la réflexion autour d'une maison de santé au quartier gare.

Socialement les choses s'arrangent. Il y a les initiatives publiques pour un mieux vivre (l'accueil de jour, un service d'écrivain public, les réflexions sur la place du Lavoir et de l'Accorderie…) et les initiatives privées (une association créée pour réunir les parents d'enfants autistes, une autre pour les femmes seules avec enfants, le besoin de locaux du Secours populaire, etc.)

Ambérieu est prise entre deux feux : l'orbite lyonnaise et l'attractivité de son territoire lié à la Plaine de l'Ain, dotée d'une communauté de communes puissante. Comment va l'économie ? Comme l'emploi (les offres sont en hausse de 39 %), comme le taux de chômage (un des plus faibles avec 6,6 %). Ça bouillonne avec le Lab01, une start'up informelle qui regroupe 200 agitateurs d'idées, de projets, de liens sociaux. Ambérieu brasse les initiatives : formations numériques gratuites, formation supérieure, télétravail et même café ludique. La bougeotte, on vous dit.

Cette table ronde sera disponible en podcast sur https://rcf.fr/actualite/amberieu-en-bugey-une-ville-qui-bouge-et-se-bouge

> « Un bénéficiaire du RSA doit pouvoir participer aux conseils locaux d'insertion et nourrir de son expérience les politiques publiques départementales.
>
> **José Ormazabal**

COMMENT CA MARCHE !

Plan pauvreté 2,67 M € 2019-2021

État et Département signent
Le plan Pauvreté

Lancé à l'automne au niveau national, le plan pauvreté se décline dorénavant dans l'Ain à travers un plan triennal. La contractualisation entre l'État et le Conseil départemental de l'Ain a permis d'identifier des objectifs précis, adaptés aux besoins du département.

Mode d'emploi

• **Au niveau national,** le plan pauvreté c'est cinq engagements :
– Agir contre la pauvreté dès la petite enfance
– Garantir les droits des enfants
– Garantir un parcours de formation pour tous les jeunes
– Rendre les droits sociaux plus accessibles
– Accompagner vers l'emploi.

• **Dans l'Ain** cinq engagements socles reprennent ces référents nationaux auxquels s'ajoutent deux initiatives locales innovantes. Chacun est cofinancé par l'État et le Conseil départemental. Tout est accompagné d'indicateurs d'évaluation précis.

• **Les 200 000 € annuels du FAPI** (Fonds d'appui aux politiques d'insertion), existant depuis 2007 par lequel l'État soutient le Conseil départemental, perdurent en 2019, en parallèle du plan pauvreté. Les deux conventions feront une en 2020.

DES ENGAGEMENTS SOCLES

Lutter contre les sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance
• Formaliser le rendez-vous des 16 ans pour bâtir un parcours
• S'appuyer sur un gestionnaire de cas complexes
• Éviter les ruptures avec les contrats d'accueil provisoire de jeunes majeurs
→ Part État : 80 000 €/an *

Un accueil social inconditionnel de proximité
• Améliorer la relation à l'usager par un accueil social territorialisé, dispensant conseils et orientation à moins de 30 minutes de transport
• Déployer une plateforme téléphonique et numérique
→ Part État : 209 000 €/an

Mettre en place des référents de parcours
• Former 300 travailleurs sociaux pour devenir référents de parcours
• Renforcer les commissions tenues sur les situations complexes
→ Part État : 30 000€/an (2020-2021)

Une meilleure orientation pour les bénéficiaires du RSA
• Réduire les délais d'orientation de 4 à 1 mois
• Déploiement de 16 secrétaires et 32 assistantes sociales
→ Part État : 15 000 € en 2019, 40 000 €/an (2020-2021)

Mettre en œuvre une garantie d'activité
• Accompagner les bénéficiaires du RSA
• Inclure l'accompagnement global initié depuis 2017 avec Pôle Emploi
• Accompagner 200 femmes seules avec enfants
→ Part État : 10 000 € en 2019, 51 621 € pour 2020-2021

DEUX ACTIONS INNOVANTES LOCALES

Autour de la parentalité
• Soutenir les actions « Et si on en parlait » (prévention, soutien, accompagnement) et « Nos années incroyables » (renforcement des habiletés parentales)
→ Part État : 36 000 € en 2019, 65 000 € en 2020-2021

En faveur des jeunes collégiens décrocheurs
• Lutter contre le décrochage par la pratique sportive, la découverte d'associations locales
→ Part État : 11 000 €/an

* Montants indiqués dans le rapport adopté par le Conseil départemental le 17 juin, susceptibles d'évoluer.

Dynacité : un flot d'inaugurations…

• **En mai, Dynacité a inauguré le Clos des Vernes**, à Frans, près de Villefranche-sur-Saône. L'ensemble réunit 23 appartements, avec balcons ou terrasses, 2 villas avec jardins, et 300 m² destinés à un pôle médical.

• **En juin, double rendez-vous était donné à Trévoux :** aux Balcons et des Jardins d'Azur (22 appartements et 5 pavillons locatifs, et 11 en location-accession) et à la résidence Au fil du temps, troisième projet Haissor réalisé par Dynacité, en partenariat avec la commune, VSDS et la Maison des Cèdres. Avec 472 logements sociaux gérés sur près de 750, Dynacité est le premier bailleur de la commune.

• **À Saint-Romain-de-Jalionas,** avec la résidence Le Puits des Moulins, il est le seul bailleur social présent sur cette commune iséroise, limitrophe à l'Ain. La tournée des inaugurations se poursuit en juillet à Ambérieu et Belley, en août à Oyonnax, en septembre à Ferney-Voltaire et Collonges.

… et un Festival international

Dynacité s'est associé au 2e Festival international du logement social, en juin, avec deux conviviaux événements. Une vingtaine de festivaliers, dont la moitié venus de divers pays, ont découvert la réhabilitation des Verchères à Vaulx-en-Velin* au fil d'une visite déambulatoire suivie d'un cocktail participatif avec les habitants du quartier. Dans la Dombes, une balade gourmande et culturelle conviait à découvrir le parcours résidentiel proposé aux seniors à Chalamont, avec entre autres la résidence Haissor, puis une innovante construction en bois vosgien, à Pérouges.

* Voir Interaction n° 97, p. 38/39.

Bourg Habitat se marie
L'union fait la force

Face aux contraintes législatives et budgétaires, Bourg Habitat, Mâcon Habitat, Ardèche Habitat et Ophéor (Roanne) coopèrent pour rester autonomes.

En 2018, la réduction de loyer de solidarité a privé les bailleurs sociaux de 800 M€. En 2020, ils pourraient perdre 1,5 milliard, impactant la construction et la réhabilitation. S'ajoute la loi Élan, imposant une recomposition aux organismes de moins de 12 000 logements d'ici 2021. S'unir avec des bailleurs de taille comparable semblait plus pertinent qu'un rapprochement avec des plus proches mais plus grands : *« Il faut coopérer entre égaux »* rappelle **Jean-François Debat,** président de la CA3B. *« Nos organismes de 6 000 logements sont des outils territoriaux pertinents et viables. »* La future structure mutualisera les compétences et les moyens sur des projets d'ampleur sans empiéter sur les stratégies de chacun. *« Se regrouper avec des offices qui maîtrisent d'autres enjeux permet de conserver notre indépendance et de développer le logement social sur tout le territoire »* explique **Olivier Pévérelli**, président d'Ardèche Habitat. Après le dépôt des statuts en mai, un travail s'engagera pour définir le contour d'un projet qui se voudra souple et devra être opérationnel au 1er janvier 2021.

Élus et directeurs ont célébré ce qu'Yves Nicolin, président de Roannais Agglomération, qualifie de « mariage de raison ». La création de la société autonome de coopération est une première en France.

Diagnostic en marchant
Une première à Belley

Le 5 juin, une trentaine de personnes (habitants, professionnels, élus…) ont sillonné les quartiers Clos-Morcel et Brillat-Savarin, traquant ensemble les points forts et faibles.

À Oyonnax, la méthode a été utilisée pour le projet de rénovation urbaine de la Forge. À Belley, c'est une première, qui s'inscrit dans la démarche d'élaboration de l'avenant au contrat de ville 2019-2020. Organisé par la Communauté de communes Bugey Sud et le Conseil citoyen, le « diagnostic en marchant » a permis, au fil d'un parcours urbain, de pointer les éléments positifs et négatifs, en matière d'espaces publics et voirie, infrastructures et services, vie des quartiers.
La trentaine de participants (parmi lesquels la sous-préfète, le délégué aux quartiers auprès du préfet, des membres du conseil citoyen, des élus, des techniciens de la CCBS et de la Ville, des représentants de Dynacité, Logidia, le CIO, la Mission locale) ont souligné le contraste entre les divers espaces, offrant un cadre plus ou moins agréable et utilisé, la propreté générale des lieux, des problèmes de stationnement, de circulation, de tri des déchets, d'absence de point d'eau et toilettes publiques… Les constats effectués donneront lieu à des propositions d'amélioration.

Aurélie Seignemartin
« J'ai rencontré des soignants formidables. »

Pendant dix ans, elle a signé des articles dans Interaction ; dans quelques mois, elle soignera des patients sur prescription. Une reconversion courageuse, épuisante, épanouissante pour Aurélie Seignemartin qui a choisi d'exprimer autrement son « souci des autres », ce fil rouge longtemps en pointillé dans sa vie antérieure. Nous avons voulu lui rendre hommage à l'occasion de nos 25 ans, à elle qui n'en a pas tout à fait le double. Elle avait toutes les qualités nécessaires pour devenir infirmière. Une volonté de fer en plus.

ITINÉRAIRE

▶**Do you speak english, spanish, russian, deutch ?**
Bac en poche, Aurélie entame une formation de secrétaire trilingue à la Catho de Lyon.

▶**Changement de cap : elle prépare une maitrise en information et communication à Lyon 3.**
« La communication correspondait mieux à mon envie de relationnel. » Une communication orientée « corporate » (c'est-à-dire « entreprise »).

▶**Mairie de Lyon, période Noir, pour le magazine municipal**
« J'écrivais pour les habitants, sur tous les sujets du quotidien. » Passionnant mais peu stable à cause du CDD.

▶**Commence en 1995 une longue période yoyo ! Paris (Gaz de France), Bourg (Cérégrain), Paris (Sodial, filiale de Candia), Lyon (L'information agricole du Rhône) qu'elle quitte en 2008**
Des hauts et des bas, mais aussi des domaines qui lui sont chers : la coopération, le rural, le travail d'équipe. Et toujours la com d'entreprises. À chaque fois, Aurélie s'engage à fond.

▶**Entre temps, elle a rencontré l'homme de sa vie : un joueur de l'USB avec qui elle fait équipe.**
« J'étais bénévole à la commission sociale du club pour aider les joueurs à trouver un emploi selon leur emploi du temps. » Un peu plus tard, elle s'engagera au comité de Sport adapté de l'Ain… suite à un article pour Interaction.

▶**Elle y signe ses premiers papiers en 2008, avant d'être embauchée comme journaliste au sein de l'agence Chorégraphic. Elle y restera huit ans.**
Une qualité rare chez un journaliste : le souci des autres manifesté par une écoute jamais prise en défaut. Interaction lui va comme un gant.

▶**Le virage de la quarantaine est particulièrement douloureux. Aurélie accompagne dans la maladie et la mort son père, puis sa mère. Elle devient ce qu'elle a toujours été : aidante.**
Coïncidence : le dernier dossier signé AS dans Interaction est consacré à la fin de vie. Une autre commence pour elle : elle a décidé de devenir infirmière. Et elle va s'en donner les moyens.

▶**Immersion professionnelle, stages volontaires : « Je me sentais comme un poisson dans l'eau. » En 2016, elle prépare, passe et réussit le concours d'infirmière.**
C'est OK pour l'école Rockfeller de Lyon. Commencent trois années de séparation familiale, de bachotage, d'examens. 4 % des élèves ont plus de 30 ans. Rude épreuve pour l'équilibre. Elle tient le coup. « Je me sens bien. Ma vie est auprès des personnes âgées et des handicapés. »

Initiatives

Rencontres du Possible

L'entrepreneuriat social, une solution pour nos territoires ? Le thème est au cœur des Rencontres du Possible 2019, échanges trimestriels ouverts à tous et témoignant d'initiatives locales, organisés par BBDS (Bourg-en-Bresse Dynamique solidaire) et Centre Ain Initiatives. La rencontre d'octobre abordera la question sous l'angle du développement rural. La conférence de décembre interrogera sur l'entrepreneuriat social, effet de mode ou transformation sociétale ?
Tél. 04 69 81 13 51
https://facebook.com/lesrencontresdupossible/

Santé mentale et logement

Le pôle immobilier d'Alfa3a participe à un groupe de travail sur la santé mentale et le logement, dans le cadre du conseil local de santé mentale piloté par le CPA. Cette démarche partenariale vise à favoriser l'entrée et le maintien dans le logement des personnes en souffrance psychique, améliorer le repérage et la prise en charge des situations d'habitat problématiques, permettre leur orientation/maintien dans un logement adapté en prévenant la dégradation de la situation et les hospitalisations. Une convention entre la psychiatrie et les bailleurs sociaux ainsi qu'une commission de gestion de crise afin de répondre à des situations d'urgence devraient voir le jour.

Utile logement accompagné

Alfa3a participe également au groupe de travail national piloté par l'UNAFO sur l'utilité sociale du logement accompagné. Objectif : s'auto-évaluer et rendre lisible cette utilité sociale, en cette période d'évolution des politiques du logement. Une rencontre territoriale à Marseille et deux nationales à Paris ont permis de dégager des pistes d'action.

Club Experts 50+
Zoom sur les métiers

La MIFE innove pour faire connaître aux demandeurs d'emploi seniors les entreprises qui recrutent, avec mise en lien immédiate et concrète.

Inviter un partenaire, une entreprise, pour parler de ses métiers et offres d'emploi : c'est le principe actif du nouveau Zoom sur les métiers, rendez-vous collectif proposé aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans par le Club Experts 50+ de la MIFE, animé par Amandine Valette, chargée de mission. Dynacité a volontiers inauguré la formule. Le 18 juin, plus d'une vingtaine de seniors ont ainsi pu découvrir les divers métiers présents au sein de l'organisme de logement social et ses besoins, présentés par Sandrine Grenier, responsable recrutement. « Être senior n'est pas un frein pour travailler chez nous, nous regardons surtout les compétences. En 2018, nous avons recruté en CDI sept personnes de plus de 50 ans » souligne-t-elle. L'échange direct a suscité questions/réponses et plusieurs participants ont laissé leur CV.
Le deuxième Zoom sur les métiers ne s'est guère fait attendre et était intergénérationnel : le 2 juillet, Club Experts 50+ et BIJ conviaient ensemble les plus de 50 ans en quête d'emploi de longue durée et les 18/25 ans en recherche d'un job d'été à en savoir plus sur les postes à pourvoir chez Bressor, présentés par Sandrine Almeida, responsable du groupe Randstad Inhouse. Avec séance de recrutement et tests le lendemain !

Tél. 04 74 24 69 49
amandine.valette@alfa3a.org

Évolution professionnelle
Des parcours exemplaires

Attribuer les Trophées de l'évolution professionnelle à la quinzaine de candidats sélectionnés par les collaborateurs de la MIFE qui les accompagnent dans leur parcours vers l'insertion, l'emploi ou la formation, n'a pas été facile pour les membres du jury de la 6e édition de cette opération annuelle, tant ceux-là étaient méritoires et réussis.
Le 13 juin, un grand bravo était adressé à tous les participants et aux lauréats : Caroline Chirol (trophée Bilan de compétences), Lucie Joao (Création d'entreprise), Corinne Baehr (Expert, pour les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans), Hoinyime Atikpohoua (Réussite, trophée organisé avec le Prire, Programme régional d'intégration des réfugiés), Oussama Joundi (Rebondir), Mamadou Mbow (Coup de cœur).
Le trophée Entreprise a été remis au Bon Repos, association gérant un EHPAD à Bourg-en-Bresse.
Nouveau, le trophée Partenaire a été attribué à Julien Issartel, directeur de l'École de la 2e chance de l'Ain et de Sports et Métiers 01.

Bravo entre autres à Oussama Joundi (au centre), lauréat du trophée Rebondir.

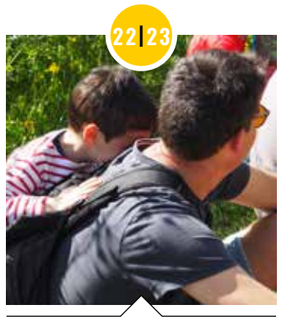
inter·action 100
LE MAGAZINE DU SOCIAL DANS L'AIN
JUILLET 2019

REPORTAGE

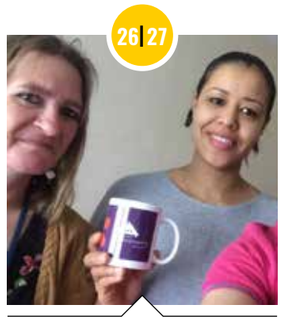
West side story made in Ambérieu

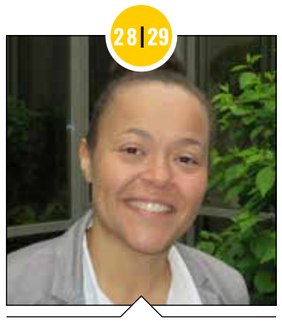
CAHIER PARTENAIRES

SOMMAIRE
CAHIER PARTENAIRES


22|23
Alfa3a
SOUTIEN À LA PARENTALITÉ

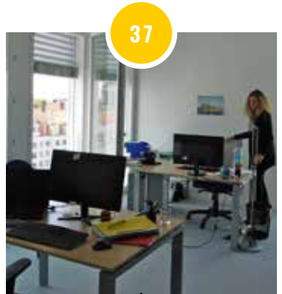
24|25
Adapei de l'Ain
L'INCLUSION,
UN LANGAGE UNIVERSEL


26|27
Bourg Habitat
JOUE ET GAGNE AU DOMICILE


28|29
L'Adapa
RENVERSE SA PYRAMIDE

32|33
Conseil départemental
UNE IDÉE DE (BON) GÉNIE

34|35
L'ADMR
POUR TOUS, TOUTE LA VIE,
PARTOUT


37
ORSAC
TRAVAIL D'ÉQUIPE

38|39
UDAF
UNE RÉFORME QUI MANQUE
D'ENVERGURE

40|41
La Semcoda
POURSUIT SA RÉORGANISATION

Habitat
La Corde alliée

Après avoir lancé en 2013 l'Accorderie du Bugey, qui vole aujourd'hui de ses propres ailes, l'association la Corde alliée développe les solidarités pour améliorer les logements.

> Un pacte de coopération a été signé entre la Corde alliée, la Communauté de communes Plaine de l'Ain, la Ville d'Ambérieu-en-Bugey et Dynacité.

Porter et accompagner les initiatives collectives favorisant les solidarités locales sur le bassin de vie d'Ambérieu-en-Bugey : c'est l'objectif de l'association La Corde alliée. Son premier bébé, un réseau d'échanges de services entre habitants, est autonome depuis fin 2018. Son deuxième répond à un besoin plus ciblé, axé sur l'habitat et la lutte contre la précarité énergétique et sociale. Ainsi est née la Conciergerie Engagée, coopérative citoyenne d'utilisation et de mutualisation de compétences, d'outils et de matériaux pour l'amélioration des logements et des solidarités de voisinage. Habitants, entreprises, commerces, associations : tout le monde peut être coopérateur.

RÉPARER ET FABRIQUER ENSEMBLE

Les premiers mois d'activité prouvent si besoin était le bien-fondé de la démarche. D'octobre à avril, les coopérateurs ont effectué 40 dépannages solidaires d'urgence (petite plomberie, serrurerie, bricolage…), dont les trois-quarts dans des logements sociaux. Les dépannés payent un prix libre et solidaire d'au moins 5 euros ou peuvent devenir à leur tour coopérateurs et s'acquitter en monnaie temps, permettant d'échanger services et biens.

Au bilan aussi : 5 chantiers d'auto-rénovation accompagnés réalisés avec des particuliers ou des associations, 46 ateliers partagés pour apprendre à réparer ou fabriquer, un projet bien avancé de boutique solidaire de matériaux et outils en dépôt-vente ou prêts, l'animation de l'accueil des habitants au pôle de services Agora qui réunit 22 structures (ADIL, associations d'insertion, PJJ, Alec 01, Caf…).

Au total, la Conciergerie engagée, c'est 45 coopérateurs, 70 partenaires publics et privés, plus de 100 heures échangées dans la banque temps, 2 salariés, 1 consultante partenaire. De quoi nouer de nombreux liens d'entraide… ■

Un chantier collectif au Secours populaire.

L'association a reçu le laurier départemental décerné par la Fondation de France Centre-Est, récompensant des initiatives locales exemplaires.

> Le dépannage solidaire d'urgence est une petite action, qui permet d'en développer d'autres et de toucher un public comme les personnes âgées ou les mères seules

HÉLÈNE CAUCHOIX,
CONSULTANTE PARTENAIRE.

QUI ?

alfa3a
accueillir associer accompagner

PARENTALITÉ

Les 4 principes du soutien à la parentalité :

- L'enfant est au cœur du soutien à la parentalité.
- Les parents ont des compétences.
- Le soutien s'adresse à tous les parents.
- Prendre en compte les contextes de vie est nécessaire.

Travailler sur la parentalité c'est :

- S'occuper d'un enfant avec le parent.
- Aider le parent à s'occuper de l'enfant.
- Soigner les liens entre les adultes mobilisés autour de l'éducation.

Alfa3a
14 rue Aguétant
01500 Ambérieu-en-Bugey
04 74 38 29 77

Être parent, ça s'apprend ensemble

Alors que les besoins des parents et la structure des familles changent, les professionnels du secteur animation se mobilisent pour être des acteurs de l'éducation à part entière.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Face aux évolutions de la famille, les professionnels des secteurs petite enfance et animation doivent s'adapter. Ce constat avait motivé les journées de formation de janvier 2017 avec l'Afocal, présentant les évolutions législatives, sociologiques et psychologiques. *« Ces éléments sont des bases pour avoir des repères sur la place de l'enfant dans la famille »* résume **Anne Génovèse**, directrice du service animation.

TRAVAILLER EN RÉSEAU

Suite à ces réflexions, un comité de pilotage sur la parentalité s'est formé, associant les services animation et enfance/jeunesse. Parmi les axes prioritaires, il a identifié le développement de réseaux locaux dont les REAAP (Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement à la parentalité). Reconnus et initiés par la Caf, ils aident les familles dans leur rôle éducatif et renforcent le lien parent-enfant. *« Au départ*, les centres de loisirs n'étaient pas vus comme des structures éducatives dans le cadre des REAAP »* rappelle Anne Génovèse.

Progressivement, la Caf a élargi son plan d'action en apportant un appui à une plus grande diversité de structures socio-éducatives. Un vrai partenariat s'est engagé avec la Caf de l'Ain, sur les bases des travaux menés depuis janvier 2017 et a conduit à une méthodologie de construction des réseaux locaux.
Neuf structures Alfa3a dont cinq centres sociaux sont déjà identifiées pour travailler en REAAP, illustrant la place des centres de loisirs comme tiers-lieu éducatifs. Pour les établir, une volonté technique, politique et parentale est indispensable. La prochaine étape est le travail en réseau sur la parentalité au sein d'Alfa3a au-delà de l'animation et l'enfance-jeunesse.

L'IMPORTANCE DE LA PÉDAGOGIE

Si tous les centres ne font pas partie d'un REAAP, l'engagement pour la parentalité est transversal. D'où l'importance de travailler sur la pédagogie pour identifier les actions les plus adaptées au soutien à la parentalité. *« Comment permettre à l'enfant de bien grandir avec des raisonnements facilitant la communication avec ses parents »* résume Anne Génovèse. Déjà, de nouvelles formations avec l'Afocal sont envisagées. ■

* Source : «la politique de soutien à la parentalité et pour les parents», UNAF, janvier 2013.

Avec les REAAP, l'apport des parents permet d'adapter les outils pédagogiques aux besoins.

> « Les parents prennent conscience de leur potentiel.
> **Élodie Lousa-Manso**

Alfa3a impulse une dynamique sur la parentalité dans le Val de Saône : les échanges sont fréquents et les actions d'ampleur sont partenariales. La chasse aux œufs regroupe le RAM, les accueils de loisirs de Fleurieu, Rochetaillée et Montanay, la crèche de Montanay .

FLEURIEU-SUR-SAÔNE

Parents, enfants, animateurs : tous partenaires !

Associant les familles de longue date, l'accueil de loisirs de Fleurieu-sur-Saône a franchi le cap du REAAP pour aller plus loin.

7h30 l'heure du petit déjeuner. Les premiers enfants sonnent à la porte. Certains parents les déposent. D'autres restent partager un gâteau préparé pour l'occasion. *« On en parle depuis une semaine ! Ce qui me plaît, c'est d'être avec l'équipe, de partager un moment convivial avec d'autres parents »* explique une maman. *« C'est une petite maison à part, au sein de l'école. Il y a un aspect très familial, c'est un vrai lieu de socialisation »* raconte un papa. *« On se rencontre, on découvre d'autres parents et des amitiés peuvent naître. »*

CONVIVIALITÉ

Ouverts aux familles, ces évènements festifs permettent aux enfants de s'amuser et aux parents d'échanger entre eux ou avec l'équipe. Chacun se découvre autrement, de manière informelle. Depuis septembre 2017, l'accueil de loisirs de Fleurieu a reçu l'accréditation REAAP de la Caf, avec le soutien de la municipalité et du pôle parentalité d'Alfa3a. *« Le RAM* (Relais d'assistantes maternelles) *Alfa3a du Val de Saône proposait des actions pour les moins de six ans mais il n'y avait rien pour les parents d'enfants plus âgés »* se souvient **Élodie Lousa-Manso**, sa directrice.

PARENTS ACTEURS

Tout commence par le recueil de l'avis des parents, toujours à l'initiative ou partie prenante des actions développées. Une bibliothèque propose des ouvrages sur la parentalité. Chaque mois, les parents échangent sur un thème qu'ils choisissent pendant une soirée. Des projets thématiques, comme les ateliers relaxation, se construisent sur des besoins communs. Enfin, enfants et parents participent ensemble à des activités festives ou créatives.
Autant d'évènements qui rompent l'isolement. *« On s'appuie sur les connaissances, les savoir-faire, l'expérience des parents et leur aptitude à s'entraider »* résume Élodie Lousa-Manso. Les parents s'engagent volontiers, en fonction des différentes actions. *« Il y a une ambiance de petit village à Fleurieu. Les parents sont assez impliqués. »* ■

3 QUESTIONS À

Jacques Dupoyet

PRÉSIDENT D'ALFA3A

Accompagner la parentalité, c'est nouveau ?

Alfa3a a été cofondé par un représentant du mouvement familial et s'est toujours intéressé à la famille : c'est la cellule de base de la société. Avec des publics issus de l'immigration, notre fonction première était de les aider à s'insérer en prenant en compte la dimension éducative : on s'occupait de parentalité, sans utiliser le terme.

Quelle est la place des structures d'animation dans l'éducation ?

Ce sont des lieux socio-éducatifs sécurisés où les enfants retrouvent sérénité, confiance en eux et dans les autres. Alfa3a a le souci de préserver la famille et l'autorité parentale. Nous accompagnons l'exercice de la fonction parentale qui, même sous des formes différentes, comprend des droits et des devoirs. Nous sommes dans une posture d'accompagnement et de coéducation. D'autant que la question de la parentalité est transversale à toute l'association.

C'est un travail d'équipe ?

La responsabilité de l'éducation revient aux parents. Pour qu'une action socio-éducative porte ses fruits, il faut agir avec eux, sans les déresponsabiliser. Pour les aider, il faut leur faire découvrir qui ils sont réellement. À partir du moment où l'on s'écoute, où on s'aime, les membres de la famille reprennent confiance. Nous devons accompagner le maintien des fonctions éducatives, des échanges : c'est ce qui cimente une famille. Les professionnels sont des co-éducateurs, complémentaires des familles et de l'école. Mais la dimension éducative n'est pas que technique, c'est du savoir-faire et du savoir-être : ils doivent être tirés vers le haut par les enfants et l'encadrement.

HANDICAPÉS

— **L'inclusion en quelques mots ?**
- France : mixité, égalité, réciprocité
- Belgique : ensemble, adaptation, équité, difficultés
- Argentine : droit, société, transformation, collaboration
- Chine : amour, tolérance, respect, compréhension

— **Les pistes de Charles Gardou pour une société inclusive :**
- Rejeter l'exclusivité
- Remettre en cause les normes
- Travailler sur l'équité pour pallier les inégalités
- Donner à chacun le droit d'exister par l'éducation, l'apprentissage, le travail

Adapei de l'Ain
278 rue Georges Leclanché
Cs 77010 Viriat
01007 Bourg en Bresse cedex
04 74 23 47 11
siegesocial@adapei01.fr

CONFÉRENCE INTERNATIONALE

L'inclusion, un langage universel

Voit-on l'inclusion de la même manière en Chine, en France, en Belgique, en Argentine et au Sénégal ? Le 22 mai, la conférence internationale organisée par l'Adapei visait à confronter les points de vue pour œuvrer ensemble à l'inclusion.

PAR **CHRISTOPHE MILAZZO**

Au cœur des préoccupations de l'Adapei, l'inclusion s'impose dans la société. Pourtant, le handicap reste perçu comme un monde à part. *« Il faut interagir avec l'autre, solliciter tous ceux qui œuvrent pour la même mission, reconnaître l'intelligence individuelle et collective »* précise **Michel Chaumette**, directeur général de l'Adapei. Pour les bénéficiaires, cela ne signifie pas faire seul mais être accompagné de la façon la plus humaine possible vers leurs propres choix. Le changement vers une société acceptant les différences impose aussi une ouverture sur l'extérieur. *« Chacun détient une part d'innovation pour construire une dynamique accueillante »* insiste **Marie-France Costagliola**, présidente de l'Adapei, rappelant la place des professionnels et des établissements dans l'inclusion.

QU'EST-CE QUE LA SOCIÉTÉ INCLUSIVE ?

Pour **Charles Gardou**, anthropologue, l'inclusion traverse toute la société. Pour autant, il juge le terme trop mécanique voire inadapté, lui préférant l'adjectif inclusif. *« Inclusion donne l'idée qu'il y aurait des vigies à l'intérieur, acceptant ou refusant des éléments extérieurs »* remarque Charles Gardou. Il met en garde contre l'importance des normes et la particularisation qui considérerait les personnes handicapées comme trop différentes pour faire communauté. *« Si vous êtes exilés à l'intérieur, il faut aménager la maison pour que chacun s'y déploie à sa mesure et non selon la norme. »* Alors que la productivité et la rentabilité sont dans l'air du temps, la société se cherche des valeurs face à la persistance des inégalités. *« Les plus vulnérables se demandent s'ils ont leur place dans la société. Ils peuvent se sentir ignorés face au poids des normes qui ne cessent de croître »* relève Charles Gardou. La démarche inclusive incarne la recherche d'une nouvelle manière de vivre en misant sur l'équité, l'opportunité de laisser une place à chacun et l'ouverture.

La conférence ne visait pas à comparer les situations en niant les différences culturelles mais à confronter les points de vue pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap.

> « La démarche inclusive mise sur l'équité

LE TOUR DU MONDE DES PRATIQUES INCLUSIVES

L'école inclusive devrait être obligatoire

Travailler dès l'école à l'acceptation du handicap est la garantie d'une société inclusive.

Partout, accepter le handicap est difficile. *« Il y a une solitude des parents qui n'ont pas l'impression de vivre sur la même planète »* constate **Charles Gardou**. Ce désarroi implique une association permanente des familles. Au Sénégal, des visites auprès des parents d'enfants des écoles inclusives permettent de répertorier les problèmes, de recueillir les avis et de proposer des formations. En Argentine, des points sont organisés sur le projet personnalisé. *« Les professionnels doivent améliorer la communication, le co-pilotage avec les parents »* relève **Nicolas Brahy**, président de l'association belge l'Escalapade.

LA DYNAMIQUE INCLUSIVE

En quinze ans, l'inclusion s'est imposée presque partout sur fond de projets personnalisés, adaptés aux besoins. Au Sénégal, face au manque de structures, les écoles inclusives mêlent tous les profils. À ses débuts, l'école du petit prince Handiscole accueillait neuf enfants, dont deux souffraient d'infirmité motrice-corporelle et un de trisomie.

Deux ans plus tard, l'école comptait soixante-dix élèves. Cette diversité permet de mettre en place du tutorat. *« Les enfants trisomiques arrivent à faire parler leurs camarades autistes »* raconte Anna Gaye, la directrice. *« C'est l'intérêt de les faire se côtoyer très tôt ! »*

UNE PLACE POUR LE SPÉCIALISÉ

Nicolas Brahy insiste pour ne pas opposer inclusion et enseignement spécialisé : *« être entre pairs dans un endroit où ils sont pris au sérieux peut être salvateur »*. Mais il regrette que trop de jeunes avec un handicap léger soient orientés vers le spécialisé, a fortiori s'ils souffrent de fragilités sociales. Misant sur l'inclusion depuis 2006, l'Argentine a aussi conservé ses établissements spécialisés. Leur fermeture totale pourrait être violente, notamment pour les familles en difficultés. Pour Charles Gardou, il faut ouvrir ces structures pour faire entrer la vie et donner à chacun une chance d'exister.

Zoom

Travail adapté : vers plus de souplesse

Contrairement à la Belgique, la Chine et l'Argentine ont choisi de légiférer avec des taux minimums d'embauche de personnes handicapées (1,5 % en Chine, 5 % en Argentine), sous peine d'amendes. Les bons élèves sont récompensés par des avantages fiscaux. *« Une entreprise a recruté 10 % de personnes handicapées. Et ce n'est pas la seule dans la région »* se félicite Zou Zhaohua, médecin à l'hôpital de Wujiang. Les deux pays favorisent la création d'entreprises par des formations et des aides et proposent des structures spécifiques, mettant en lien l'offre et la demande d'emplois.

ET LE SECTEUR PROTÉGÉ ?

La situation argentine est loin du modèle français, malgré un engagement sur la formation. Au Sénégal, l'Adapei de Rufisque va créer un ESAT pour toutes les pathologies. *« Nous allons recruter 500 personnes qui croient en ce projet »* explique Moussa Samba, son président. En Belgique, le secteur protégé est organisé mais Nicolas Brahy relève des failles dans l'orientation. Pour gagner en productivité, des travailleurs autonomes sont acceptés en secteur protégé. Les activités, privilégiant le travail manuel, ne sont pas adaptées aux handicaps lourds. Enfin, il relève le manque de souplesse : *« Beaucoup de travailleurs sont ni dans un extrême ni dans l'autre et seraient capables de travailler à temps partiel. »*

« Quand une entreprise accueille un salarié handicapé et qu'il se sent bien, nous sommes satisfaits » résume Noémi Kocak, élue de Santa Fe, en Argentine.

BOURG HABITAT

HABITAT

LA GRANDE CONVERSATION, EN CHIFFRES

- 49 équipes
- Près de 150 locataires rencontrés
- 45 minutes par rendez-vous
- Une dizaine de questions pour rythmer les échanges
- 96 affaires créées pour assurer un suivi des demandes formulées par les locataires lors de la Grande Conversation
- 3 ans : c'est le rythme de nos traditionnelles enquêtes de satisfaction.

Bourg Habitat
16 avenue Maginot
01000 Bourg-en-Bresse
Tél. 04 74 22 32 88
www.bourg-habitat.com

88,4 % des locataires se déclarent satisfaits de nos services *

* selon l'enquête de satisfaction menée en septembre et octobre 2017

Bourg Habitat joue et gagne au domicile

Pour la première édition de sa Grande Conversation, quarante-neuf équipes de collaborateurs ont rencontré près de 150 locataires à leur domicile ! Et à l'extérieur, l'Office nonagénaire a remporté une belle victoire sur le terrain de la satisfaction client !

PAR **MICHEL BELLATON**

9 h, jeudi matin 23 mai au stade Marcel-Verchère. 130 collaborateurs rassemblés en 49 équipes sont prêts à s'élancer. Par voie d'affichage, ils viennent de découvrir la composition de leur équipe et leurs lieux de rendez-vous. Comment vont-ils être accueillis par les locataires ?

Avant le top-départ, **Marine Daniel-Chosson**, directrice de Bourg Habitat, fait les dernières recommandations. *« Si vous avez un souci quelconque, vous pouvez contacter le coordinateur qui sera au siège et supervisera l'ensemble des opérations ».* Chaque équipe est composée de deux ou trois personnes, exerçant des métiers différents au sein de l'Office. C'est le cas de celle de **Philippe**, ancien gardien, chargé de secteur, qui passera la matinée avec **Marilyne**, chargée de gestion locative et de commercialisation, et **Simone**, employée d'immeuble. Cap sur la rue Duby, entre les quartiers de la Reyssouze et du Pont-des-Chèvres.

Un accueil quasi triomphal aux Vennes

UN CAFÉ VOUS FERAIT PLAISIR ?

Dans le hall d'entrée de l'immeuble, petite vérification visuelle : oui, le contact du chargé de secteur est bien affiché, le planning de nettoyage et le contact des prestataires aussi.

Le locataire est au premier. On sonne. Légère appréhension. Un visage affable apparaît : *« Bonjour, vous êtes les enquêteurs de Bourg Habitat ? Je vous ai préparé le café ça vous ferait plaisir ? ».*

En fait de café, le « trinôme » s'apprête à boire du petit-lait. À la question concernant le contact avec Bourg Habitat : *« Pas de problème, on obtient très facilement un interlocuteur ».* Votre ressenti ? *« À la vérité, je suis satisfait ».* Comment pensez-vous que l'on peut évoluer ? *« Je ne sais pas, c'est très bien comme ça ».* Mais encore ? : *« Avec les chargés de secteur vous avez une très belle organisation. Vous êtes une équipe sympathique ».* Des doléances ? *« Non, j'aimerais bien avoir un logement plus grand mais sur le quartier je sais que c'est difficile ». « Vous pouvez toujours faire une demande, je vous en laisse une ».* Le « trinôme » insiste : *« N'hésitez pas à nous dire si vous rencontrez un problème ! ».* Mais tout est dit. ■

L'après-midi, les équipes ont pointé les temps forts de ces rencontres que d'aucuns rejoueraient volontiers.

Du terrain aux vestiaires…

On refait le match !

Tous les collaborateurs se sont retrouvés l'après-midi au stade Marcel-Verchère, leur point de départ, pour tirer les enseignements de ces rencontres de terrain.

A l'issue du rendez-vous, chaque locataire a reçu son trophée collector et des bonbons à l'effigie de Bourg Habitat et de son 90e anniversaire.

Cette journée vient conforter les bons résultats de notre dernière enquête de satisfaction. Chaque locataire est unique, chaque collaborateur aussi… Chacun a vécu cette expérience de manière différente mais la « Grande Conversation » a montré que tout le monde pouvait parler le même langage : celui de la satisfaction client.

Quelques réactions à chaud :

« Ces rencontres avec les locataires sont toujours riches en enseignements. Tous les locataires ont apprécié la démarche, le fait de venir à leur rencontre. Il faut maintenant prendre le temps de mettre en lien leurs attentes et nos pratiques pour faire évoluer les choses si nécessaire. »

« J'ai rencontré des locataires qui sont chez Bourg Habitat depuis des décennies. On sent une fidélité et un attachement à notre organisme. »

« J'ai fait équipe avec un collègue avec lequel je n'ai pas l'habitude de travailler. Entre deux rendez-vous, nous avons échangé sur le fonctionnement inter-services de Bourg Habitat. »

« Au quotidien, les locataires satisfaits ne le font pas savoir, ils nous appellent pour des réclamations. Ces rencontres permettent de confirmer que la qualité de service existe à Bourg Habitat et que nos locataires sont satisfaits de la façon dont nous remplissons notre mission… » ■

Des locataires satisfaits de cette initiative à tous les âges.

3 QUESTIONS À

Marine Daniel-Chosson

DIRECTRICE DE BOURG HABITAT

Quel a été le point de départ de la Grande Conversation ?

Le point central de mon recrutement en 2017 visait à remettre le locataire au cœur de notre organisation. Cette année nous fêtons nos 90 ans avec en parallèle un projet d'entreprise axé sur « Comment mieux communiquer avec nos clients ? ». Arrive le festival international du logement social qui s'est déroulé à Lyon du 4 au 8 juin, cette année et la proposition d'être formé à la Grande Conversation comme d'autres bailleurs en France. On appelle ça un alignement des planètes, je crois ?

Vous étiez sur le terrain ?

J'avais trois rendez-vous en matinée, comme toutes les équipes. On ne peut pas dire : « C'est une super expérience » et ne pas y être. Car l'enjeu, outre la rencontre et l'écoute du locataire, s'inscrit aussi dans une démarche de co-construction intéressante. Nous travaillons tous pour la même entreprise, mais chacun ne sait pas forcément ce que fait l'autre. Cette démarche répondait aussi à une demande des collaborateurs.

Vous le referez ?

Tous les ans ou tous les deux ans, je ne sais pas. La question a été posée aux collaborateurs. On l'organisera peut-être un peu différemment, toute une journée ou pas, avec un mini-chapiteau et des représentants des métiers… On verra. Nous la programmerons hors Semaine HLM parce qu'il y a besoin de ce contact. De plus en plus de gens sont dans la précarité, dans la difficulté. Plusieurs collaborateurs ont d'ailleurs été surpris par la solitude de certaines personnes, une majorité silencieuse qui, peut-être, a des besoins mais ne les expriment pas parce qu'elle a d'autres soucis à gérer.

ADAPA
L'aide à domicile pour tous

GOUVERNANCE

60 ANS ADAPA 1959 2019 D'EXPÉRIENCE AU SERVICE DE DEMAIN

L'Adapa en chiffres

— 808 858 heures de travail effectuées en 2018

— 6 341 personnes aidées

— 1 278 salariés représentant 610,7 équivalents temps plein

— 26 antennes réparties sur tout le département

adapa@adapa01.com
04 74 45 51 70

L'Adapa renverse sa pyramide

Le métier d'aide à domicile évolue et connaît des difficultés de recrutement. Pour y faire face, l'ADAPA a pris le pari de retravailler ses fondamentaux pour améliorer la qualité du service rendu au bénéficiaire, tout en se préoccupant de la qualité de vie au travail des salariés. On part de la base pour remonter vers le haut…

PAR **MICHEL BELLATON**

L'expérimentation a démarré au 1er janvier. **Martine Verne-Chatelet**, directrice de l'ADAPA, en explique la philosophie : *« Un projet comme ça n'a de sens que si tout le monde y croit et s'y engage : la gouvernance, la direction, les cadres de direction, l'encadrement intermédiaire et évidemment le terrain. Après six mois d'expérimentation, on voit déjà que c'est une évidence. Tout le monde porte le même projet et associe ses complémentarités au bénéfice des personnes. »* De surcroît, dans cette émulation collective, l'accompagnement individuel par les collègues se fait très naturellement. *« C'est rassurant parce que travailler à domicile c'est souvent être seul avec une personne. Il y a là tout à la fois de l'intelligence collective, du soutien individuel et du partage de compétences qui créent une vraie émulation »* explique **Léa Bergena**, chargée de mission.

« Ce fonctionnement devrait se généraliser »

« Le projet a été présenté à l'ensemble des personnels en octobre avec le cabinet conseil. Sur la base du volontariat, nous avons sélectionné dix équipes, sur dix secteurs, réparties sur l'ensemble du territoire. Dix équipes, ça représente une centaine d'aides à domiciles impliquées dans l'expérimentation. »

L'intérêt de ce socle d'organisation est de tirer profit des retours du fonctionnement de chaque équipe en territoire urbain ou rural. Toutes ne fonctionnent pas avec la même organisation ni les mêmes partenaires. Quelles sont les problématiques affrontées par chacune ? Comment y répondent-elles ? Ces équipes sont encadrées par une ou un responsable de secteur, qui a été accompagné et formé par le Cabinet conseil.

Chaque équipe a choisi un animateur parmi les membres du groupe, qui fait le lien avec le responsable de secteur. C'est la clef de voûte du système. Les animateurs — essentiellement des animatrices — ont eux aussi été formés pour s'approprier ce rôle. *« C'est intéressant de voir bouger les positions de tout le monde, responsables de secteur comme intervenants. »*

L'expérimentation est prévue pour durer au moins un an, mais ce sera plutôt un an et demi avec des étapes. Pour Léa Bergena, *« ce temps de calage est nécessaire pour décloisonner toute une organisation bâtie par sécurité. Le temps de trouver sa place. »*

La démarche est appelée à s'étendre à d'autres équipes en attente et volontaires. À terme, ce fonctionnement devrait se généraliser.

> Tout le monde porte le même projet.

Christine Salomon, intervenante animatrice

RETOURS D'EXPÉRIENCE

« Un vrai **métier.** »

Les parcours et profils des personnes accompagnées par l'AIDS sont très variés. Exemples parmi d'autres.

CHRISTINE SALOMON

Je suis animatrice sur le secteur de Tossiat. Tous les quinze jours, nous avons une réunion d'une heure avec les huit personnes de l'équipe. Chacun a ses astuces pour agir sur l'organisation des tâches à domicile. Les faire connaître est une forme de soutien entre collègues.

Mon rôle, c'est d'encadrer, de veiller à ce que tout le monde s'exprime. On s'est rendu compte qu'on pouvait intervenir sur plusieurs paramètres. Par exemple optimiser nos plannings, préparer les remplacements, relayer les informations liées à l'activité. Je fais remonter toutes les remarques à la responsable de secteur. Aide à domicile, c'est un vrai métier, ce n'est pas que du ménage. Nous sommes les premières à même de repérer la fragilité des personnes.

Maryline Soupe (dit Dubois ???), responsable de secteur

« Il faut laisser **la main…** »

MARYLINE SOUPE

Les nouvelles salariées s'intègrent plus rapidement dans la mesure où elles bénéficient de tous les conseils et partages de compétences de leurs collègues. L'intérêt de ce travail d'accompagnement, avec cet apport de "trucs et astuces", les rend immédiatement plus réactives et performantes. Le cadre de travail en est plus sécurisé.

Au sein des groupes, les intervenantes à domicile sont force de proposition. Elles ont, par exemple, la vision exacte des temps de trajet et sont les mieux placées pour proposer des modifications de tournées parce qu'elles savent qu'une personne préfère manger un peu plus tôt, une autre un peu plus tard. Cette démarche nécessite de leur laisser la main sur certaines choses…

L'ADAPA propose ses services d'aide, d'accompagnement et de soins à domicile dans l'Ain depuis 60 ans. Cet anniversaire sera célébré le 30 septembre prochain et largement centré sur les collaborateurs et les métiers de terrain. En 2018, l'activité globale de l'ADAPA a représenté 810 000 heures pour 6 400 personnes aidées. Ses effectifs se montent à 1280 salariés (611 ETP) répartis sur 24 antennes.

3 QUESTIONS À

Martine Verne

DIRECTRICE

Une pyramide figure dans votre logo. Pourquoi la renverser pour réfléchir à votre organisation ?

L'aide à domicile est un travail très spécifique, plein de petites choses qui ne se voient pas. Et nous cherchons tous par cette démarche à les rendre visibles et permettre ainsi au personnel de reprendre la main sur le cœur de métier. Au lieu de partir du sommet pour nous réorganiser, nous avons préféré partir du terrain, faire remonter les observations à chaque niveau de la structure, interroger ainsi les pratiques de chacun. Tout le monde apporte ses compétences et ces compétences sont reconnues.

Avez-vous dressé un premier bilan ?

Après six mois d'expérimentation, on s'aperçoit que tout le monde porte le même projet et associe ses complémentarités au bénéfice des personnes. De surcroît, dans cette démarche collective, l'accompagnement individuel par les collègues se fait très naturellement. C'est rassurant car travailler à domicile, c'est souvent être seul avec une personne. Nous combinons intelligence collective, soutien individuel et partage de compétences ce qui créé une vraie émulation.

Et à l'extérieur ?

Cette démarche a été portée par le conseil d'administration. Nous l'avons aussi présentée au Conseil départemental car la qualité du travail et la professionnalisation font partie à part entière du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé avec lui. C'est lui qui définit les conditions de notre intervention en matière d'allocation personnalisée d'autonomie (l'APA) qui représente aujourd'hui 65 % de notre activité .

En pratique

— **La production** :
Roméo et Juliette, adaptation (très) libre de la pièce de Shakespeare partagée par les comédiens et le metteur en scène
Mise en scène : Jean-Baptiste Sintès
Production : Théâtricité (http://theatricite.fr)
Directrice : Camille Sintès.
Avec le soutien de Dynacité, dans le cadre du programme de rénovation urbaine d'Ambérieu.
Soutien logistique et accueil : le centre social Le Lavoir dans le quartier Gare.

— **La distribution** :
La mère de Juliette : Iorena Lieutard
Juliette : Philippe Coche
Roméo : Delphine Nal
La nourrice : Sabine Cazin
Mercutio : René Lieutard
Tybalt : Mohamed Gribi
Benvolio : Jamel Zioud
L'arbitre du duel : Nicolas Angel
Le chœur : Sabrina Ben Ali

— **La représentation**
Samedi 15 juin à la Maison du Peuple

West Side Story made in Ambérieu

Bravo aux acteurs sociaux !

Au Théâtre-Français, les sociétaires sont comédiens ; à Dynacité, les comédiens sont locataires. Sous le balcon de son immeuble, Juliette a trouvé son Roméo. Une romance qui a secoué tout le quartier. On connaît la suite… À la fin, on applaudit la performance.

Dernière répétition, la veille du grand jour, et dernières indications de scène.

Roméo-homme et Juliette-femme, façon Michel-Ange, un mélange des genres qui fera dire à un des enfants : « Ils se trompent. »

ENQUÊTE ALAIN GILBERT

Ils auraient dû choisir *La Tempête* du même Shakespeare, une pièce qui commence mal mais finit bien, l'inverse de *Roméo et Juliette* où les deux tourtereaux se pâment avant de mourir de concert et d'amour.
Ce samedi-là, la tempête était dehors, côté jardin. Bourrasques et rideaux de pluie ont plié les chapiteaux de la fête de quartier qui gisent au sol. Sous l'œil navré de Daniel Favre, maire d'Ambérieu, l'équipe du centre social Le Lavoir pare au plus pressé. La troupe s'est réfugiée côté cour, dans la grande salle de la Maison du Peuple où avait lieu, la veille, la répétition générale. Une scène ceinturée de rideaux noirs, une régie son et lumière prêtée par l'atelier théâtre de la MJC, des chaises éparpillées où gambadent les gamins. En deux temps trois mouvements, tout le monde a sauvé les meubles et les costumes. On est en familles du quartier. Le spectacle va commencer !

Hari, Mohamed et Djamel drôles de moines d'Ambronay qui ont préparé un élixir d'amour amer.

Jean-Baptiste, le metteur en scène de Théâtricité : « Si vous avez un trou, surtout improvisez ! »

Juliette et sa nourrice. Le décor est planté dans la Vérone bugiste, entre quartier Gare et château des Allymes.

En route, la troupe

Nathalie Caron s'en amuse encore : « Après la première réunion avec eux, où nous avons exposé le projet, je me suis dit que ce n'était pas gagné. Là, je n'en reviens pas ! » La directrice de la communication et des animations de Dynacité n'en croit pas ses yeux. « Ils ont fait un sacré chemin ! » Son collègue, Nicolas Angel, directeur de l'agence d'Ambérieu, les a soutenus, accompagnés et même rejoints. Son goût pour la culture a poussé Nathalie à lui proposer comme atelier, dans la cadre de la rénovation urbaine, le théâtre. Une innovation ! Elle a établi le contact avec Théâtricité, une jeune troupe rencontrée au Lab01 et qui aime planter ses tréteaux dans des décors très sociaux. Elle tiendra parfaitement son rôle de révélateur de talents pour des locataires qui n'auraient jamais eu l'occasion d'entrer en scène.
C'est le centre social Le Lavoir qui a assuré le recrutement parmi ses adhérents et au-delà, grâce au bouche-à-oreille, et porté le projet en lien avec Dynacité et Théâtricité. En route, la troupe ! Durant ces six mois d'apprentissage, certains sont partis, d'autres sont arrivés. Objectif, au terme de six mois de répétition : affronter si possible les feux de la rampe.

Être vrai

Répétition générale la veille en costume, avec un décor réduit au strict minimum. La pression monte. Oublis de jeu, erreurs de placement, trous de mémoire. Fous rires ! Jean-Baptiste, le metteur en scène, prend note. À la fin, il rassure. Il n'impose pas. Il cherche à canaliser une énergie débridée. Être vrai, plutôt que juste. Sabine ménage ses genoux pour le lendemain ; Hari revisse sa casquette ; Juliette demande si elle peut enlever sa perruque… On imagine le chemin parcouru par chacun pour accepter de se donner en spectacle. On ressent aussi ce bonheur partagé qui explosera comme une bouteille de champagne, lors du toast final, en coulisse.
C'est l'heure de la première, point d'orgue de la fête du quartier Gare. Sur scène, Delphine et Sabrina, les deux animatrices du Lavoir, remettent les prix de la tombola.

Pour Théâtricité, le théâtre est un outil d'exploration et de régulation des émotions.

Dans quelques minutes, elles rejoindront la troupe. Tout est en place. Juliette entre en scène. Une grande gaillarde pleine de mièvrerie. C'est parti pour une heure. Le balcon, le duel, la fin tragique… Tout le monde connaît et tout le monde sourit. Ça marche aussi bien à Vérone, à New York qu'à Ambérieu. Le théâtre est une illusion qui révèle bien des vérités. ■

Le duel Montaigu-Capulet arbitré par Nicolas Angel, chef d'agence Dynacité à Ambérieu. Lui aussi s'est piqué au jeu.

La troupe au grand complet. Une énorme fierté saluée par une salle complice.

AIN 01 le Département

PLAN SENIORS 01

SOUVENIRS

Cinq EHPAD :
- **L'Albizia** à Cerdon
- **La Jonquillère** à Coligny
- **Bon Séjour** à Miribel
- **La maison de retraite** de Montrevel-en-Bresse
- **Clairesfontaines** à Saint-Vulbas

L'idée :
Elle vient de l'Académie de la Dombes et de son directeur, Philippe Constant. Proposition faite dans le cadre du Plan seniors 01.

Le principe :
De 10 à 20 personnes contribuent pendant trois mois, une demie ou une journée par semaine.

Diffusion :
Tirage à 500 exemplaires par établissement
Présentation au public et aux familles dans l'établissement.

Contact :
Madame Magali Nesme,
Directrice Autonomie,
04 74 32 58 37

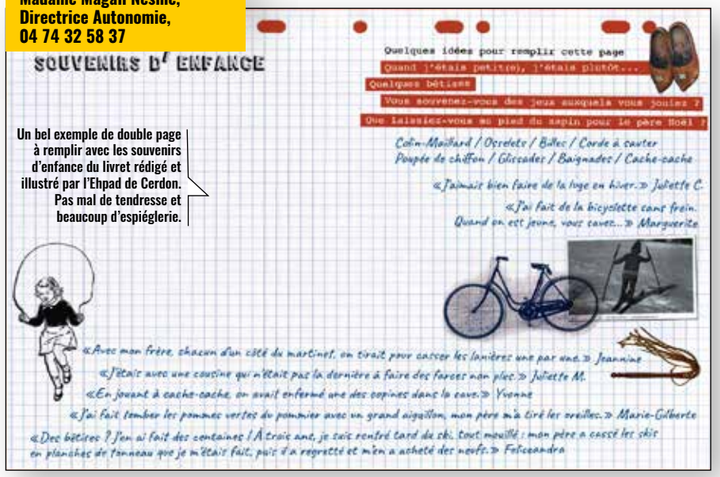
CINQ EHPAD PUBLIENT DES ALBUMS SOUVENIRS

Une idée de (bon) génie !

Ces albums sont comme la lampe d'Aladin : il suffit de frotter sa mémoire pour que les souvenirs reprennent forme et deviennent des contes de mille et une vies. C'est le propos d'Il me souvient.

PAR **ALAIN GILBERT**

On s'attend à des pages pleines de textes et vides d'illustrations. Bien au contraire : c'est une éclosion de mots et d'images qui jaillissent de ces livres de vie à partager. Visages, paysages, photos tirées d'albums de famille, pages blanches remplies de silences, aveux, cartes postales, dessins… Chaque ouvrage se ressemble dans la trame, tous diffèrent dans leur ornementation laissée à l'appréciation des auteurs. On se prend à feuilleter ces livres parce qu'ils sont comme une grande carte d'identité tapissée de souvenirs originaux. À chaque fois, le même canevas : la famille… les souvenirs d'enfance… les voyages… les histoires à partager… le futur… En tout, au sommaire, vingt-deux chapitres qui s'enchaînent. Ils se déclinent en pages simples ou doubles à renseigner en petit groupe et à personnaliser. Tout le monde peut contribuer ; chacun doit s'exprimer.



Un bel exemple de double page à remplir avec les souvenirs d'enfance du livret rédigé et illustré par l'Ehpad de Cerdon. Pas mal de tendresse et beaucoup d'espiéglerie.

PASSAGES DE RELAIS

On y parle bien sûr de la vie d'hier qui resurgit grâce à ce travail de mémoire attisé par de multiples questions entrecoupées de blancs, pour les réponses, ou de cases à cocher. On est frappé par l'attachement au terroir qui a laissé une empreinte forte, par la solidité des liens générationnels, par les traces des guerres — celle d'Algérie, en particulier —, par les souvenirs de voyages souvent rares et d'autant plus précieux, par l'influence de la presse, surtout de la télé. On découvre au fil des pages des générations qui ont assuré la transition entre les maigres lendemains d'une seconde guerre terrible et les questions angoissantes d'aujourd'hui. Ces aînés ont apprécié le progrès, le confort, le mieux-être, mais ils gardent toujours le goût des bonheurs simples, de la discipline, du travail bien fait.

FAIRE BONNE IMPRESSION

Chaque livre a son « climat ». Miribel est marqué par la proximité lyonnaise et le déracinement ; Saint-Vulbas reste très attaché aux traditions et au folklore ; Cerdon aime la vie en communauté et le labeur ; Coligny et Montrevel (un des mieux illustrés avec de belles aquarelles) ne renoncent pas à leur identité « ventre jaune ».
Écrire ses souvenirs, comme le demandent souvent les enfants et petits-enfants, ce n'est pas donné à tout le monde. Plus facile est de les décrire, c'est-à-dire de traduire en images tout ce qui vous a marqué. Un livre, c'est toujours une histoire d'impression ! Celles laissées par Il me souvient seront durables.

Réception à l'Hôtel du Département
Ils s'en souviendront !

Le Département a réservé un accueil festif et chaleureux à tous ceux qui ont contribué à l'édition de ces carnets de vie. Mais ce sont les invités qui ont apporté les gâteaux.

La salle de séances du Conseil départemental a pris jeudi 27 juin un petit coup de vieux, elle qui avait rajeuni d'importance après les élections départementales de 2014. Belle entorse aussi à la parité puisque résidentes et professionnelles des cinq EHPAD invités étaient fortement majoritaires. Personne n'a souffert de la canicule : le Conseil départemental a une salle climatisée qui avait été préparée avec attention pour ses invités exceptionnels !

CONVIVIALITÉ…

Au premier rang, les fauteuils et quelques déambulateurs. Dans les rangées, les invités valides ont élu domicile. Tout devant, alignés sur une table, trônent cinq gâteaux. Le concours de dégustation, présidé par un chef, a commencé en coulisses. Mais il faut d'abord faire connaissance avant de le déguster. Muriel Luga Giraud accueille, fait les présentations, explique. L'ambiance est chaleureuse et l'attention palpable. Tout le monde est heureux de se trouver là avec les équipes qui ont lancé, animé, accompagné cette première expérience. Il y a même de la fierté !
Mieux qu'un grand discours, une vidéo particulièrement réussie a ouvert les portes des premières rencontres en EHPAD, des ateliers créatifs — la séance peinture est une merveille ! —, des espaces privés où l'on fouille dans ses boîtes de souvenirs. La caméra jette un œil dans le couloir où chacun finit par regagner cahin-caha la solitude de sa chambre. On mesure alors le bienfait de la démarche *il me souvient*, pleine de joie et d'humanité. Un retour en arrière pour continuer à aller de l'avant. Avec ses voisins de table ou de chambre, sa famille proche ou éloignée avec les professionnels qui seront toujours là.

… ET PÂTISSERIE

Et les gâteaux ? Quelques jeux et de beaux témoignages ont permis d'attendre le verdict du jury confronté à cinq recettes maison. C'est le chef burgien Hervé Galmiche qui a dévoilé le résultat : l'EHPAD de Coligny

Laurent Tissot, promu animateur de l'après-midi, a permis aux seniors de témoigner.

3 QUESTIONS À

Muriel Luga Giraud

1re VICE-PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL CHARGÉE DES AFFAIRES SOCIALES

Comment avez-vous découvert ce projet ?

Philippe Constant, le directeur de Cuivres en Dombes, est venu le présenter à ma collègue, alors vice-présidente à la culture, Caroline Terrier, qui lui a dit d'emblée : « Ça va plaire à Muriel. » Effectivement, j'ai tout de suite fait le lien avec le Plan seniors. Nous en avons parlé de longues heures avec Philippe Constant. Lui voyait le côté culturel ; moi le côté humain, mais nous avions la même envie d'encourager les séniors à parler de leur vie. J'ai trouvé que ce projet remettait nos aînés à leur vraie place, qu'on les sortait d'une forme de dépendance. J'adore ce dossier !

Quelle cohérence avec le Plan seniors ?

Nous sommes pile dedans ! Bien sûr que ce projet permet d'engager un travail de prévention, de mémoire, de partage conforme aux objectifs du Plan. Sauf qu'ici, nous innovons pleinement. Nous ne sommes pas en train de recopier : nous écrivons des pages nouvelles. Nous ne sommes pas dans une démarche d'aide, de « faire à la place » : nous laissons une grande part d'initiative, de responsabilité. Nous faisons évoluer en prouvant que ce Plan n'est pas fixe.

Et maintenant, quelles suites ?

Il faut aller au bout de cette première phase de test. Les livres sont parus et diffusés. Les familles vont les découvrir, elles qui ont été souvent sollicitées. Nous aurons un autre rendez-vous à l'automne avec la diffusion des vidéos. Là aussi, nous sommes bien dans la démarche du Plan seniors : on expérimente, ensuite on teste plus largement, enfin on étend.

QUI ?

ADMR pour tous, toute la vie, partout

MARKETING

L'activité 2018

- 289 familles aidées par les TISF
- 1 050 familles aidées
- 37 enfants en micro-crèche
- 3 814 personnes âgées
- 225 personnes en situation de handicap
- 133 patients en SSIAD
- 40 bénéficiaires en accueil de jour
- 709 clients pour les repas livrés à domicile
- 585 abonnés à Téléassistance Filien
- 29 particuliers employeurs
- 117 clients AIDS
- 93 clients pour petits travaux
- 12 clients domiciles regroupés.

Contact : ADMR de l'Ain
Tél. 04 74 23 21 35
info.fede01@admr.org
www.fede01.admr.org

« Le mot marque, ce n'est pas un gros mot ! »

L'ADMR RÉORGANISE SON ACTIVITÉ AUTOUR DE QUATRE MARQUES

Pour tous toute la vie, partout

Grégory Mariller a rapidement pris ses marques à la tête de l'ADMR de l'Ain. Il doit désormais imposer des marques dans un réseau qui réunit fortement professionnels et bénévoles pour mener une stratégie de développement. Cette communication multi-cibles lui va bien.

PAR **ALAIN GILBERT**

Vous ne cachez pas votre satisfaction.

Nous opérons dans un secteur d'activité qui évolue beaucoup, à l'image des attentes de nos clients. Nous avions besoin de rompre avec une démarche qui avait fait ses preuves mais qui avait aussi fait son temps. Notre nouvelle signature – Pour tous, toute la vie, partout – résume l'expertise de l'ADMR et renforce sa cohésion.

Un slogan fédérateur mais aussi quatre marques distinctes. C'est nouveau ?

Notre activité est de plus en plus concurrencée par le secteur marchand ; nous sommes bien dans un enjeu commercial. D'où la stratégie de marques qui identifie bien nos prestations. Le mot "marque" a une connotation qui pourrait être mal perçue par certains de nos bénévoles, mais qui est compatible avec nos exigences de qualité, d'efficacité et de rentabilité. Ce n'est pas un gros mot ! Nous proposons des prestations de service qui sont désormais parfaitement identifiées.

« À la rentrée de septembre, l'ADMR lancera une grande campagne d'information nationale et locale. Elle sera déclinée aussi dans nos trente structures associatives pour une meilleure fluidité de notre offre. Ensuite, nous ferons un retour sur expérience. »

Y'a-t-il des réticences ?

Après 75 ans d'existence, l'ADMR ne peut se figer. Elle a besoin d'évoluer et de s'adapter. Cette stratégie a été travaillée au niveau national avec les fédérations départementales. Nous sommes un réseau très intégré dans son environnement. Notre force réside dans notre présence sur l'ensemble du territoire et notre proximité avec toutes ses composantes.

Aviez-vous un problème de lisibilité ?

Clairement oui. Nos partenaires – le Conseil départemental pour l'autonomie et le handicap, l'ARS pour la santé, la Caf pour la parentalité – connaissent nos champs d'intervention. C'est moins évident pour les élus, les opérateurs publics et privés et surtout le grand public. Pour affirmer ces marques, nous avons renforcé notre communication et notre démarche marketing. Les premiers contacts sont bons et les résultats sont là, en attendant une grande offensive de communication que nous lancerons en septembre.

En attendant ?

Chaque service a été réorganisé. Nous avons investi dans des moyens supplémentaires en recrutant des professionnels que l'on considère comme indispensables pour répondre aux nouveaux besoins. Nous nous mettons en ordre de marche pour répondre à la demande des publics et aux exigences de qualité et d'efficacité. ■

L'ADMR se met en quatre !

Se mettre en quatre : expression pour signifier un effort vis-à-vis d'une personne. En d'autres termes, se donner beaucoup de mal pour faire du bien. Le réseau ADMR veut rendre plus lisible son offre de service, d'où ces quatre marques. Quatre pôles, quatre publics, quatre couleurs… aux quatre coins de l'Hexagone.

ENFANCE ET PARENTALITÉ

Une expertise maison

La famille est depuis 1945 dans les gènes de l'ADMR. Toute la famille ! Les enfants qui grandissent en même temps que l'ADMR les accompagne, mais aussi les parents qui font l'apprentissage au quotidien de leur parentalité. À domicile, bien sûr !

POINTS FORTS :

- La volonté d'impliquer les parents dans les projets associatifs locaux.
- La diversité de l'offre : de la micro-crèche de Ceyzériat aux 22 TISF constituées en association et très présentes sur le terrain dans l'Ain. ■

Photos © Stéphane Delorme

ACCOMPAGNEMENT DU HANDICAP

Un objectif de développement

C'est désormais un service clairement identifié car il constitue un potentiel de développement d'activités au plus près des personnes porteuses d'un handicap durable ou momentané. L'offre de service va bien plus loin que l'accompagnement et le soin à domicile.

POINTS FORTS :

- Ce service est pour la fédération de l'Ain loin d'être marginal (115 665 heures en 2018).
- Elle a déjà des atouts à développer comme le portage de repas, le transport accompagné, la téléassistance Filien… ■

SERVICES ET SOINS AUX SÉNIORS

100 % de valeur humaine ajoutée

C'est le point fort de l'ADMR, le cœur et le moteur de son activité. Sauf que, comme l'explique Grégory Mariller, son directeur, l'objectif est d'être « moins dépendant de la dépendance ». En activité et en image. D'où le recours à deux mots forts : soins et séniors.

POINTS FORTS :

- Le maillage sur le département et la présence d'associations locales connues et reconnues.
- La double expertise des équipes professionnelles sur l'aide et le soin et le développement de services à l'avenir indispensables (accueil de jour, domiciles regroupés, prévention…) ■

ENTRETIEN DE LA MAISON

Faire à la place mais avec

Une clientèle plus jeune, plus active, mais pas seulement ! C'est en tout cas un autre secteur de développement où l'ADMR opère depuis longtemps et où la concurrence du privé est forte. Entretien, petits travaux, coup de main ponctuel ou remplacement impromptu…

POINTS FORTS :

- La continuité et la souplesse du service : grâce à ses effectifs, l'ADMR ne fait jamais défaut.
- Là aussi, le réseau ADMR constitue un vivier de professionnels de proximité, encadrés, attentifs et discrets. ■

Le « plus »

Se donner les moyens

Outre un programme de formations qui seront proposées aux salariés et aux bénévoles, la fédération a d'ores et déjà mis en place une référente santé de formation infirmière qui mènera des actions de prévention et de développement en matière de handicap et soins envers les usagers.

Initiatives

« Évolution remarquable » pour le CPA

La contrôleure générale des lieux de privation de liberté et son équipe ont effectué début juin une « contre-visite » de 8 jours au CPA. Leur avis est positif et sans réserves, aux antipodes du jugement initial de janvier 2016. Mme Hazan se félicite de « l'évolution remarquable » du CPA, menée dans des délais « particulièrement courts », et portant autant sur les pratiques soignantes que sur le fonctionnement de l'hôpital. Elle décrit des soins de qualité, un réel soutien aux équipes et le respect des droits des patients. Le rapport sera rendu public.
www.cglpl.fr

Nouveau Mand'APF

La délégation de l'Ain de l'APF a mis en place en juin son nouveau service mandataire rénové, Mand'APF. Une référente salariée missionnée soutient et accompagne les particuliers en situation de handicap employeurs : aide au recrutement, démarches administratives, procédures, appui juridique… Aucun surcoût pour les bénéficiaires de la PCH (prestation de compensation du handicap) : le Mand'APF est entièrement pris en charge, préservant ainsi les ressources personnelles.
Tél. 04 74 23 41 59
https://apfra.fr

Jeux d'été avec l'ADMR Val de Saône

L'été, les clubs des anciens sont fermés, les enfants et petits-enfants en congés, les voisins moins présents. Pour cette raison, l'ADMR de Val de Saône, à Reyrieux, organise pour la deuxième année des rencontres conviviales (jeux récréatifs, cartes, collation…) ouvertes à tous, le jeudi, de 14 à 18 h, en août. Pour les personnes ne pouvant se déplacer par leurs propres moyens, un transport est organisé par les bénévoles de l'association.
Tél. 04 74 00 28 95

Une école Montessori

La création en 2015 d'ateliers périscolaires Montessori pour les 3/6 ans, à Bourg-en-Bresse, par l'association Les Chemins de Traverse, était un premier pas vers celle d'une école. Celle-ci ouvrira en septembre, au 58 bis, avenue Amédée Mercier, avec une première classe de 20 places, pour les 3/6 ans, et devrait être suivie d'une deuxième, pour les 6/12 ans, à la rentrée 2021.
Tél. 07 83 78 69 24 ou 06 74 18 05 12
http://leschemins-detraverse.fr

MECS Les Ricochets

Un nouveau départ

Choisi avec le Conseil de la vie sociale, le nom Les Ricochets reflète l'image d'un lieu de vie, d'accueil temporaire, pour mieux rebondir.

Le 5 juin, les 38 enfants de 4 à 18 ans de la MECS (Maison d'enfants à caractère social) Les Ricochets, à Dagneux, ont accueilli les visiteurs avec des œuvres d'art, un film et des visites guidées. L'inauguration marquait le nouveau chapitre d'une histoire débutée en 1969 à la MECS Georges Lapierre de La Boisse, transférée provisoirement à Meximieux en 2014. Intégrée au dispositif protection de l'enfant des PEP 01, la MECS Les Ricochets profite de la proximité avec l'école, le collège et la ville pour s'y intégrer. Des partenariats se tissent depuis le déménagement en février. *« L'idée est que les jeunes se sentent bien à Dagneux »* a rappelé le maire, **Bernard Simplex**.
Le nouvel établissement de 1700 m² offre des chambres individuelles avec salle de bains. Les enfants sont regroupés en trois groupes d'âge séparés, disposant chacun d'une terrasse, d'un espace repas et d'une grande pièce avec livres, télévision et jeux. *« Nous proposons un hébergement accueillant, bienveillant pour vivre une enfance la plus harmonieuse possible, tout en maintenant un lien étroit avec les parents »* a rappelé **Serge Favier**, président par intérim des PEP 01.

Cinéma et handicap

Festival Tour à Vonnas

Gratuit et tout public, le Festival Tour fera halte pour la première fois dans l'Ain, en octobre, à l'initiative de la communauté de communes de la Veyle.

Au-delà des actions de sensibilisation des collégiens menées avec Handisport, la communauté de communes va plus loin cette année autour du handicap. Artistique, culturel et ouvert à tous sera l'événement proposé du 3 au 5 octobre, avec le soutien du Département et du programme européen Leader : Vonnas accueillera le Festival Tour du FIFH (Festival international du film sur le handicap.
Au menu : des films et courts métrages sélectionnés lors du 3e FIFH (qui a eu lieu à Lyon en février), en journée pour les scolaires, avec débats et Prix des collégiens, et en soirée pour tout public, des tables rondes sur handicap et formation avec des élèves de la MFR et des professionnels, des animations handisport le samedi après-midi. Au pays de Georges Blanc, le tout sera épicé d'un accent sur les films et métiers en lien avec la gastronomie. L'acteur belge Pascal Duquenne, ayant joué dans « Le Huitième Jour », sera présent. Français ou étrangers, tous les films seront sous-titrés.

GOUVERNANCE

L'Orsac en juin 2019 :
- 3 029 salariés
- 20 administrateurs, chacun ayant en charge une ou plusieurs délégations auprès d'établissements
- 57 établissements dans 5 départements (Ain, Rhône, Isère, Drôme et Alpes-Maritimes).
- 16 salariés au siège à Lyon
- 188 M€ de budget 2018

Orsac
18 rue Bichat
69002 Lyon
04 72 56 73 00
orsacsiege@orsac.fr
www.orsac.fr

Travail d'équipe

2019 sera une année charnière pour l'Orsac : changement de présidence, changement de dimension pour l'équipe de la direction générale et déménagement du siège.

PAR AGNÈS BUREAU

Le déménagement a donné plus d'aise à une équipe centrale qui comptera bientôt près de dix-huit salariés (contre huit il y a moins de cinq ans). L'association occupe depuis avril les deux derniers étages d'un immeuble moderne, proche du quartier Confluence. Les salariés du siège, auparavant séparés sur deux sites, sont réunis dans des bureaux fonctionnels et agréables.
Pour le directeur général **Vincent Galaup**, ce nouveau siège permettra de gagner en efficacité et en cohésion d'équipe. Disposant de salles de réunion et équipées pour les visioconférences, ces locaux sont *« un outil pour les administrateurs et l'association tout autant que pour les salariés »*.

UNE ÉQUIPE RENFORCÉE

Le recrutement d'un directeur général il y a tout juste un an entérinait une évolution notable pour l'association : un homme incarne désormais un pilotage plus resserré de l'ensemble du « navire » Orsac (une cinquantaine d'établissements et de structures, plus de 3 000 salariés). V.Galaup étoffe les compétences de l'équipe du siège : une responsable de la communication, **Marine Gélin,** et un directeur de la performance, **Grégory Merlo**, sont arrivés en mai et en juin ; d'ici fin 2019 un directeur des ressources humaines et un directeur des systèmes d'information compléteront les effectifs.

COMITÉ DE DIRECTION ASSOCIATIF LOCAL

La nouvelle gouvernance associative restait à préciser. C'est chose faite. Un comité de direction associatif local a remplacé la CAL (commission associative locale). Institué dans chaque établissement, il regroupe l'administrateur délégué, le directeur et son équipe, le directeur général de l'Orsac et le vice-président de secteur, avec un rôle de suivi, de supervision, d'élaboration et si nécessaire de décision en amont de la validation du conseil d'administration de l'Orsac.

> Des compétences supplémentaires pour l'équipe du siège.

De nombreux chantiers nécessitent l'engagement technique et stratégique du siège, que ce soit la création d'un Ehpad en Isère et d'un établissement d'accueil médicalisé sur le plateau d'Hauteville, ou la réhabilitation de La Freta (Hauteville). Photo : Une partie de l'équipe de la direction générale.

QUI ?

PROTECTION

Le service mandataire judiciaire à la protection des majeurs, en chiffres :

— 40 professionnels, dont 17 mandataires

— 880 mesures (au 19/6/19), dont :
- 239 tutelles
- 598 curatelles renforcées
- 18 curatelles simples
- 161 nouvelles mesures en 2018

UDAF, service mandataire judiciaire à la protection des majeurs
Tél. 04 37 62 11 80
accueiltutelle@udaf01.fr

> Jusqu'où aller dans le respect des libertés ?

ENTRETIEN AVEC MÉLANIE VALETTE, RESPONSABLE DU SERVICE MANDATAIRE JUDICIAIRE À LA PROTECTION DES MAJEURS

De nouveaux droits pour les majeurs protégés...

Une réforme qui manque d'envergure ?

Les dispositions de la loi de réforme pour la justice relatives aux majeurs protégés (personnes sous sauvegarde de justice, tutelle ou curatelle) sont entrées en vigueur fin mars 2019. Avec des avancées certes, mais aussi avec des questions de fond non résolues.

PAR **MICHEL BELLATON**

Cette réforme, vous l'attendiez ?

On savait qu'une réforme était préparée et on s'attendait à quelque chose d'envergure parce que depuis plusieurs années, il y a tout un questionnement autour de la pertinence des mesures de protection et autour de la privation de liberté qu'engendrent ces mesures dans la pratique des mandataires. En 2007, la convention internationale des droits des personnes handicapées, ratifiée par la France en 2011, ciblait d'ailleurs déjà la question de la discrimination et de la nécessaire limitation des systèmes de représentation.

La réforme est déjà en vigueur ?

Nous avons le sentiment d'une réforme publiée en urgence en mars 2019. En fait, elle s'inscrit plus largement dans le cadre d'une réforme pour la justice. En marge de modifications de la procédure pénale, de modifications de l'architecture judiciaire, on trouve donc un petit pan sur la protection des majeurs. Certaines dispositions sont en application immédiate et d'autres sont différées sur une période allant de 2019 à 2023.

Qu'est-ce qui change ?

Les majeurs protégés par une mesure de tutelle peuvent désormais se marier, se pacser ou divorcer sans demander l'autorisation préalable de leur tuteur ou du juge. Ils doivent toutefois informer par avance leur tuteur ou leur curateur. L'opposition ne peut être que strictement légale et rejoint la procédure d'opposition au mariage de droit commun.

Belle avancée, non ?

Il y en a une autre : le droit de vote pour les personnes protégées devient la règle et non plus l'exception. Cette nouvelle mesure a une valeur symbolique très forte en termes d'inclusion des personnes en situation de handicap dans la vie de la Cité.

Un allègement du contrôle, donc ?

La loi Justice allège aussi la liste des autorisations préalables à certaines décisions : pour l'ouverture d'un compte ou livret dans la banque habituelle du majeur protégé, la clôture des comptes et livrets ouverts après le prononcé de la mesure de protection, l'acceptation d'une succession dont l'actif est manifestement supérieur au passif, mais seulement sur attestation notariée. Plus besoin non plus d'une autorisation préalable pour la conclusion d'une convention-obsèques permettant d'anticiper la volonté du majeur protégé, mais aussi pour un acte portant gravement atteinte à l'intégrité corporelle de la personne (sauf en cas de désaccord).
À plus long terme, la loi de programmation 2018-2022 pour la Justice modifie également les règles de contrôle des comptes de gestion. Elle organise un contrôle « gratuit » exercé en priorité par les personnes désignées par le juge subrogé tuteur... À défaut, ce contrôle pourra être effectué par des professionnels.

Votre pratique professionnelle se simplifie ?

Je dirais que ce n'est pas plus simple qu'avant. Depuis 2007 il y avait une forme d'harmonisation des pratiques sur le territoire. Là, à nouveau, on ramène des questionnements qui font qu'aujourd'hui chaque juge s'interroge sur la mise en application de la loi. Et qui nous confronte nous, potentiellement, à différentes interprétations de la réforme. Pour les majeurs, ça ne me semble pas aller dans la voie du renforcement du droit des personnes. Pour nos services, l'allégement des autorisations préalables nous oblige à élaborer des procédures internes pour s'assurer de la volonté de la personne protégée et pour justifier dans quelles mesures l'action que l'on a conduite répond bien aux intérêts de la personne.
Ces dispositions modifient les besoins de recours au juge mais ne semblent pas faire avancer les droits des personnes protégées. La question de nos limites d'intervention et de l'éthique de la protection face à la liberté de choix des personnes reste prégnante.

« On s'attendait à une réforme d'envergure. Ce n'est pas le cas. »

La réforme ne va pas assez loin selon vous ?

On s'attendait à une réforme d'envergure qui vienne questionner toutes nos pratiques : comment exerce-t-on une curatelle ? Sur quels fondements une tutelle, qui constitue la mesure la plus grave en termes de représentation et de substitution, est-elle prononcée ? La mesure de protection en soi est déjà l'exception au principe de base selon lequel à 18 ans on acquiert la majorité et donc toute sa capacité juridique. La mesure de protection vient en exception de ce principe-là. Elle vient en effet priver la personne d'une partie de ses libertés pour pouvoir la protéger. La question fondamentale est : comment peut-on articuler le respect des droits fondamentaux et la protection de la personne ? Souvent, d'ailleurs, cette interrogation est mal comprise des partenaires quand, dans la pratique, on explique que sans l'accord de la personne on ne peut pas formuler une demande d'entrée en Ehpad par exemple.

Le législateur a vraiment manqué d'ambition ?

Fin septembre 2018, Anne Caron Déglise, avocate générale à la Cour de cassation et missionnée par l'État, a rendu son rapport. Il prônait la nécessité d'une vision globale de la mesure de protection pour pouvoir la réformer en profondeur.
Anne Carron Deglise envisageait la mise en place d'une politique publique sur la protection des majeurs qui vienne donner du sens et de l'articulation à tous ces questionnements. Force est de constater qu'avec cette réforme, nous sommes bien loin d'une vision globale.

Comment voyez-vous l'avenir dans ces conditions ?

Je pense qu'il nous faut avancer en technicité sur tous ces points. Nous allons donc continuer à travailler sur les axes que nous nous étions fixés pour améliorer la qualité du service rendu, la conduite des mesures de protection amenant à intervenir dans des domaines variés (accès aux droits, gestion patrimoniale, immobilière et financière...).
Faute d'une politique publique qui porte ces thèmes-là, nous allons malheureusement rester chacun un peu dans notre coin à avancer pas à pas. Il est clair que les critiques auxquelles les mesures de protection font face à un niveau global ne vont pas disparaître avec cette réforme. À nos services de continuer à s'interroger sur nos pratiques et la façon d'associer au mieux la personne protégée à la conduite de la mesure, pour un accompagnement de qualité. ■

En plus

Facilitation de l'habilitation familiale

La Justice a aussi simplifié l'habilitation familiale, mesure instaurée en 2016 et permettant à un proche de solliciter l'autorisation du juge pour représenter une personne qui n'est pas en état de manifester sa volonté. Le juge pourra ainsi plus facilement, en fonction de la situation de la personne vulnérable et du consensus, décider de prononcer une habilitation familiale ou privilégier une autre mesure de protection dans des situations plus complexes (sauvegarde de justice, curatelle ou tutelle). La loi donne également au juge la possibilité de prononcer une habilitation familiale uniquement pour assister une personne, et non la représenter au sens juridique du terme.

Le mandat de protection future

Enfin, la loi Justice encourage le développement du mandat de protection future qui permet à une personne en pleine capacité de ses moyens de désigner à l'avance un mandataire pour la représenter en anticipant toute éventuelle dépendance à venir. Le mandat de protection future s'appliquera désormais *« par priorité à tout autre dispositif légal ou de procurations »*. Chacun, dans sa vie, peut établir un mandat de protection future pour anticiper le moment où il ne sera plus capable de s'occuper de ses affaires. Le juge aura la charge de rechercher si un mandat de protection a été établi...

QUI ?

SEMCODA

60 ANS

La Semcoda fête cette année ses 60 ans avec beaucoup de sobriété. Cet anniversaire est l'occasion de rappeler

ses points forts :

- **Première société d'économie mixte** de Rhône-Alpes, 3e de France
- **730 collaborateurs**
- **35 000 logements** répartis sur 5 départements et implantés dans 515 communes
- **XXXX logement locatifs** financés en 2018, dont XXX PSLA
- **86 % de clients satisfaits**

Contact ;
www.semcoda.com
Service Communication
04 74 50 64 83

“ Nous repartons sur de bonnes bases.

LA SEMCODA POURSUIT SA RÉORGANISATION

© photos Sébastien Tournier

Prêts ? À vos marques !

Ce sont en quelque sorte les mousquetaires de Bernard Perret, le nouveau directeur. En interne, les équipes se réorganisent. En externe, elles vont porter leurs marques… et le fer. Entretien à quatre, mais à une seule voix. C'est la marque d'une stratégie partagée.

PAR ALAIN GILBERT

Lancer des marques, c'est prendre un nouveau départ ?
Le choix de créer ces trois marques affirme l'expertise de la Semcoda dans ses domaines d'activité et valorise nos équipes. Elles sont le fruit de constats partagés : la fonction de syndic était noyée dans la gestion locative ou confiée dans certains cas à des privés ; le tertiaire, très disparate, était géré par les agences et certains services ; les résidences séniors étaient intégrées aux agences à qui on ne pouvait demander de tenir un discours approprié pour leur promotion. La taille de la société exige désormais plus de clarté.

Pourquoi liez-vous fortement marques et métiers ?
Nous allons au bout d'une réflexion sur nos métiers et sur notre organisation. Ces trois marques sont tournées vers l'extérieur. Elles ont leur identité propre, leur personnalité. Nous corrigeons ainsi un double problème d'éparpillement et de management ressentis ces dernières années. Nous avions du mal à délimiter le périmètre de nos interventions. Ces marques visent à mieux cibler nos objectifs, à améliorer leur gestion. C'était aussi nécessaire pour nos partenaires et nos clients. Sans compter les collaborateurs qui apprécient.

La marque Apricot est-elle un exemple à suivre ?
C'est une marque qui identifie clairement un de nos métiers – la promotion immobilière –, mais surtout un objectif social : encourager le parcours locatif et l'accession au logement. Elle a son autonomie, mais reste rattachée aux services centraux. Nous souhaitons mieux mesurer ses performances en matière de qualité et de gestion. Il en ira de même pour les trois autres marques. Tout le monde aspire à plus de rigueur.

Comment s'organise la gouvernance de la sem ?
Il y a un comité de direction et un comité d'engagement qui se prononce sur chaque opération. Nous allons créer une fonction centrale de gestion. Des points réguliers seront faits avec les managers qui ont des marques tournées vers l'extérieur. Nous voulons mettre en place un tableau de bord par métier et nous travaillons sur les indicateurs. Tout cela se met au point progressivement, en évitant que le comptable ne prenne le pas sur l'humain.

Conduisez-vous un pied sur le frein ?
Tout est regardé, analysé, particulièrement la validité des programmes. Nous savons qu'il faut optimiser, mais nous sommes rassurés car nous repartons sur de bonnes bases, avec un parc de qualité, et parce que nous sommes associés dès le départ aux projets. ■

Quatre marques, quatre métiers

Lancées lors de l'assemblée générale de juin, les trois nouvelles marques donnent plus de lisibilité aux métiers. « Ce ne sont pas des cloisons mais des ouvertures » explique Bernard Perret, qui prend exemple sur Apricot, la première marque initiée en 2003 par la Semcoda.

CARRÉ PRO
L'IMMOBILIER PROFESSIONNEL SEMCODA

“ Les espaces de santé que va gérer Carré Pro constituent un point fort d'expertise et de développement de la Sem, estime Bernard Perret.

Carré Pro
Pour hisser le pavillon du tertiaire

- Carré Pro se consacrera à la gestion locative du parc tertiaire : près de 150 locaux, dont 40 espaces de santé, des commerces, des bureaux, des Ehpad, des gendarmeries…
- Ses activités s'organiseront autour de trois pôles : les actifs immobiliers, les travaux de maintenance et d'aménagement (demande croissante), la commercialisation.
- La jeune patronne dirigera une équipe de 15 collaborateurs qui s'installera aux avant-postes du siège, dans un des pavillons, à l'entrée de l'ancienne caserne Aubry. ■

Le + social ? Pour Carine Roy, « Le tertiaire concerne aussi la vie des habitants dont il est très proche. Il nous fait passer du social au sociétal. »

Bientôt dix ans à la Semcoda. Carine Roy connaît bien la maison, le tertiaire en particulier. Le logo proposé lui va très bien, « C'est plus carré et plus pro ». C'est ce qu'elle espérait.

Réséda
Les Résidences Séniors SEMCODA

“ Avec une cinquantaine de résidences à construire d'ici deux ans, cette marque représente un fort potentiel de croissance.

Réséda
Une fleur en plein épanouissement

- Réséda comme Résidences séniors Semcoda et comme une fleur odorante qui parfume un célèbre poème d'Aragon (Celui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas…). Mission : collaborer aux programmes de construction des résidences. Expertise dans le domaine de leur gestion.
- Nos résidences sont la suite logique de parcours résidentiels de nos locataires. Certains l'ont entamé dans le logement étudiant, puis ont changé pour un logement plus grand, plus adapté à leur évolution familiale.
- Ses 7 collaborateurs administratifs s'installeront au mail, à Bourg ; 34 opèreront sur les 17 résidences actuelles. ■

Le + social ? « Avec son concept de résidences seniors, la Semcoda a été un précurseur. C'est un plus social au cœur de notre métier » assure Michel Badoux.

Michel Badoux, Semcodien depuis seize ans. Une formation qui allie l'architecture, l'économie de la construction, la conception des bâtiments. Cette mission d'interface et de gestion est un beau challenge.

ellipse
Le Syndic de copropriété SEMCODA

“ Ellipse, c'est l'affirmation d'une compétence qui était très diffuse ou confiée à des privés.

Ellipse
Un métier en mouvement

- Ellipse est le fruit d'un constat : 35 % des logements de la Semcoda sont soumis au régime de la copropriété. L'incitation à la vente de patrimoine accélèrera la tendance.
- La marque va donc gérer les syndics de copropriété des logements produits par Apricot ou achetés par les locataires.
- Elle sera dotée de 16 collaborateurs qui prendront en gestion près de 7 000 logements. ■

Le + social ? « Nos copropriétaires sont souvent issus de notre parc locatif. Notre gestion prendra en compte leurs moyens de primo-accédants » rassure Émeric Faure.

Émeric Faure Quinze années d'expérience dans le syndic, cinq de technicien de la construction chez un bailleur social, il est arrivé à la Sem il y a deux ans pour s'occuper des copropriétés. Il va piloter un bel outil.

vous & apricot immobilier

Apricot : une longueur d'avance

Apricot est depuis 2 002 la marque de promotion immobilière adossée à la Semcoda. Autonome mais pas indépendante, elle reste dans le giron de la société d'économie mixte dont elle commercialise des programmes de logements neufs, à un rythme annuel soutenu (plus de 2 000 en 2 017), ce qui en fait un opérateur majeur. Elle emploie une quarantaine de collaborateurs dirigés par Frédéric Breuil.
Apricot a su tirer parti du PSLA (prêt social de location accession) qui sécurise et personnalise l'achat d'un logement neuf à destination de ses locataires ou de clients extérieurs. Elle est la dernière étape d'un parcours locatif défendu depuis bien longtemps par la société.

Médico-social

CPA : toute une histoire

Vendredi 20 septembre, à 18 h 30, au CPA, surprises et vidéo monumentale sont au programme du vernissage de l'exposition « Des espaces et des hommes ». Visible jusqu'au 20 décembre, elle offrira un regard neuf et partenarial sur l'histoire du lieu et de la psychiatrie dans l'Ain.

Bât. 20,
mercredi 14-18 h,
jeudi 12 h 30 -
17 h, 1er et 3e samedis
du mois 14-17 h.
www.cpa01.fr

Expérimental relayage

L'ADAPA a été retenue pour expérimenter la mise en place de prestations de relayage à domicile par un seul salarié sur une période longue. Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi essoc*, un régime dérogatoire au code du travail, l'expérimentation démarrera fin 2019 pour s'achever par une évaluation fin 2021. Soutenu par le Département et la Direccte, le service mandataire de l'ADAPA dispose de deux ans pour mettre en actes et parvenir à proposer cette nouvelle réponse pour le répit des aidants. Au même titre que 49 autres sites en France, l'engagement portera sur un territoire et sur un nombre de prestations définis.

* loi pour un État au service d'une société de confiance

Un PCPE couleur arc-en-ciel

Permettre aux enfants, ados et jeunes sans solution, ayant un handicap psychique suspecté ou avéré, non orientés vers un établissement car non repérés ou aux troubles du comportement trop marqués, de « raccrocher » vers un dispositif existant, et ainsi éviter la dégradation de la situation et les ruptures de parcours : c'est la dynamique du PCPE (Pôle de compétences et de prestations externalisées) créé par l'ITEP L'Arc-en-ciel, à Trévoux, en 2018. Basée sur la mobilisation des ressources locales (famille, école, professionnels de santé…), l'action a déjà permis à 16 jeunes d'être accompagnés vers une solution adaptée.

Urgences psychiatriques
Traitement de fond

Le ton monte du côté du Centre hospitalier de Bourg (CHB) depuis ce printemps. En cause : l'annonce de la fermeture du centre d'accueil permanent du CPA. Ouvert 24 heures sur 24, celui-ci assurait, de fait, une fonction proche d'un service d'urgences psychiatriques. *« Or ce n'en est pas un,* rappelle **Dominique Bloch-Lemoine**, *directeur général du CPA. Le code de la santé publique est clair : toutes les urgences, y compris psychiatriques, relèvent du service d'urgences de l'hôpital général. Dans l'Ain, l'utilisation du centre de consultation du CAP a été pervertie au fil des années. »* L'ARS et la Haute autorité de santé avaient pointé cette non-conformité lors de leur contrôle au CPA en 2016, et le directeur entend bien y remédier d'ici la visite de certification d'octobre 2019.

5 appels par jour

Mais de combien de patients parle-t-on exactement ? Le nombre d'arrivées au CAP est tombé à moins de cinq personnes par jour en moyenne depuis que le CPA a ouvert sa cellule téléphonique d'orientation mi-mai (au bout du fil, un infirmier reçoit et oriente les demandes de soins non programmables 24 heures sur 24 heures). *« La porte d'entrée des soins psychiatriques est le CMP*, martèle D. Bloch-Lemoine. *Un premier entretien généraliste, assuré par un infirmier, est accessible sous 48 heures »*

Bilan clinique

À l'inquiétude des équipes des urgences de Fleyriat, déjà surchargées, le CPA oppose ses propres problèmes d'effectifs : le CPA n'a plus qu'un seul interne en médecine somatique depuis mai (contre sept l'an dernier). Or un bilan clinique doit être pratiqué avant toute admission d'urgence dans un service de psychiatrie (pour éliminer des causes organiques, toxiques ou médicamenteuses). Ajoutée au manque de psychiatres, la situation actuelle est donc aussi difficilement tenable au CPA.

La fermeture du centre d'accueil permanent est prévue fin septembre. Les discussions se poursuivent entre les deux établissements pour trouver ce que l'ARS appelle *« des modalités de prise en charge conjointe adaptée pour les patients nécessitant des soins psychiatriques »*. Une psychiatrie de liaison est déjà en place, avec une infirmière du CPA présente douze heures par jour aux urgences de Fleyriat et un psychiatre huit demi-journées par semaine. En outre, l'ouverture prochaine d'une unité d'hospitalisation de courte durée devrait également améliorer la prise en charge des patients en crise.

* centre médico-psychologique.

La cellule téléphonique d'orientation, ouverte 24 heures sur 24, avec un cadre de santé (à gauche) et un infirmier (à droite).

Place aux jeunes !
Visages de nos 25 ans

Vingt-cinq ans ! Si l'on regarde en arrière, cela représente un quart de siècle. Si l'on va de l'avant, c'est l'âge où l'on s'engage, dans la vie professionnelle en particulier. À l'occasion de ce 100e numéro – donc de nos 25 ans puisqu'*Interaction* est un trimestriel ! –, nous sommes allés à la rencontre de 25 jeunes de 25 ans. Poids plus poids moins car nous n'allions pas leur demander une pièce d'identité pour vérifier. Beaucoup ont été détectés chez les partenaires d'Interaction qui ont joué le jeu en interrogeant parmi leurs salariés ou leurs bénéficiaires. Pour les autres, nous sommes allés à la pêche parmi nos relations. Cette galerie de portraits n'a pas été facile à assembler. Au final, elle nous montre des jeunes très divers, positifs et engagés, tournés vers les autres, conscients des réalités de ce monde. Pour le côté clin d'œil, nous avons posé à nos interlocuteurs habituels ou occasionnels la même question : « Et vous, que faisiez-vous il y a 25 ans ? » lorsqu'*Interaction* sortait ses premiers numéros. Bonne lecture !

DOSSIER
AGNÈS BUREAU
ALAIN GILBERT
MARGAUX LEGRAS-MAILLET
CHRISTOPHE MILAZZO
ANNICK PUVILLAND

Et vous ?
Que faisiez-vous il y a 25 ans ?

Il y a 25 ans, j'étais déjà au Conseil général de l'Ain dans l'action sociale. Simone Veil avait ouvert une fenêtre législative pour expérimenter la prestation dépendance. Je préparais en cet été 1994 la candidature de l'Ain sous la responsabilité de Charles de la Verpillière, notre vice-président. Notre candidature s'appelait « l'Ain de nos aînés » et nous engageait déjà dans un partenariat avec les caisses de retraites (CRAM, MSA, Organic) et les associations d'aide à domicile (ADAPA, ADMR...). Simone Veil nous a fait l'immense honneur de retenir la candidature de l'Ain pour la prestation expérimentale dépendance ouvrant la voie à ce qui existe 25 ans plus tard : l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de compensation du handicap. Le N° 3 d'*Interaction*, en janvier 1995, rend compte du démarrage.

Thierry CLÉMENT
Directeur général adjoint chargé de la Solidarité

Après déjà plusieurs vies professionnelles antérieures, j'étais directeur de l'ADALPA, une association aveyronnaise spécialisée dans la gestion de bases de plein air pour les collectivités locales.
Déjà multi-sites (Aubrac, Vallée du Lot, lacs du Lévézou, Grands Causses...) et multi-activités (kayak, VTT, rafting, spéléo, catamaran, canyoning, escalade, pêche, randonnée, accrobranche...), déjà acteur du développement local (en partenariat avec les élus des territoires), déjà soucieux de la dimension éducative (pédagogie des activités de pleine nature), déjà « 3A ».

Olivier de Vesvrotte,
Directeur général d'Alfa3a

Il y a 25 ans, en juin 1994, je passais mon bac... et me dirigeais vers des études d'histoire à la Catho d'Angers ! L'entrée dans la vie de presque adulte !

Bertrand DE FOUCAULD
Directeur du pôle Actions sociales d'Alfa3a

J'étais à la DIRRECTE en charge de la formation professionnelle des jeunes et adultes et du CUCS de Bourg-en-Bresse en charge de l'emploi en politique de la ville.

Pascale GUILLET
DDCS 01/Déléguée Droit des femmes

Décidée

Travailler dans l'immobilier avait toujours été l'idée de Mélanie Michoud, aujourd'hui responsable de la commercialisation du pôle tertiaire à la Semcoda.

Le logement social était au cœur de son entrée dans le monde professionnel : *« J'ai passé mon BTS Professions immobilières à la Semcoda et travaillé au bureau décentralisé de Belley »* explique la jeune Iséroise. Un détour par Lyon plus tard, pour obtenir sa licence de droit du logement social, elle intègre le siège de la Semcoda à Bourg, au poste de chargée de clientèle tertiaire. *« J'ai préféré me spécialiser dans la commercialisation, que j'ai toujours aimée. Les communes nous appellent pour créer des commerces, des maisons médicales, avec souvent des logements au-dessus. »* Ce côté « aider les gens » qu'elle a beaucoup apprécié dans le logement social, elle l'applique dans un autre domaine : *« Je donne mon sang. Si j'avais plus de temps, j'aimerais mettre en place des choses pour que plus de gens le fassent. »* Les choses les plus importantes pour elle dans la vie ? *« Mon travail, ma famille, mes amis. »*

Créative

Nourrie par l'énergie des jeunes, Cassandra Ferry exprime son inspiration pour les faire progresser.

Déjà au lycée, elle avait la fibre sociale. Après des stages, elle se rapproche du handicap, un monde auquel elle a toujours été sensible. *« Je m'y sens plus à l'aise ; c'est là où j'ai le plus d'idées d'accompagnement »*. Éducatrice spécialisée, elle intègre en 2018 les Sapins, à Oyonnax. Elle vient de rejoindre l'atelier bois qui prépare au milieu protégé. Sans compétence technique, elle joue de ses capacités créatives et éducatives. En restaurant un vieux meuble, ils travaillent sur l'effort et la patience. *« On nous dit que l'on fait de l'occupationnel. Mais non ! Il y a toujours un sens derrière, un lien avec leur projet. Ils laissent libre cours à leur imagination, réfléchissent et sont plus autonomes au travail. »* D'autres projets sont prévus : fleurissement, cuisine ou potager. *« Tout a un lien. On apprend le respect de la nature, l'adaptation au rythme. On cherche à trouver du sens à chaque action. »* À 25 ans, je suis entre les anciens éducateurs aux différentes formations récemment et les jeunes apprends arrivés. J'en de tous les jours, tous »

Danseur

Sur les terrains ou sur scène, Léo Forzi est motivé par le désir d'apprendre et de rencontrer.

Depuis son arrivée au foyer d'hébergement et au service d'accueil de jour de Lassignieu, Léo a fait du chemin. *« Il y a de plus en plus de jeunes au SAJ. Ça met du dynamisme »*. Sportif, il ne rate pas la zumba, la marche nordique ou la natation et veut reprendre l'équitation. Sans oublier le football, pratiqué à l'ABSA (Association bugiste de sport adapté) et dans l'équipe du SAJ. Mais sa passion, c'est la danse. En IME, Léo faisait du hip-hop. À Lassignieu, il a rejoint la troupe *« Ensemble, ailleurs, en mouvement »* qui, réunit d'autres établissements médico-sociaux, l'EHPAD de Belley et l'école d'Artemare. *« Ce qui me plaît, c'est d'être ensemble. Le mélange fait la beauté du spectacle. On échange, on se rend service. Tout est adapté pour que la maison de retraite et les enfants suivent. »* En mai, le spectacle *« Pétiller sans fin sur les chemins »* s'est produit à Berlin. Après les prochains spectacles, il envisage son avenir par le travail. Si rien n'est encore décidé, il se verrait bien dans le conditionnement. *« Avoir 25 ans, c'est grandir, changer. C'est un palier. »*

Sereine

Footballeuse, Marie Nuguet est devenue peintre au sein de Dynacité dont elle porte fièrement les couleurs.

© Florence Daudé

Elle est peintre à l'agence Dynacité d'Oyonnax depuis 2014. Elle a décidé de s'engager dans ce métier à la suite à une formation proposée au sein de son club de football féminin. Elle a tout naturellement trouvé un stage chez Dynacité qui l'embauche en 2016, une fois son CAP en poche. *« J'aime bien le fait de rendre quelque chose de joli, d'être dans un appartement abîmé et de le rénover. »* Elle reconnaît avoir développé une relation particulière avec le bailleur social, très présent sur la ville. Elle porte même son maillot ! *« J'ai été embauchée toute jeune et j'ai un lien maintenant avec Dynacité. »* Si elle a débuté par de la réhabilitation d'appartements, Marie Muguet s'occupe aujourd'hui essentiellement des urgences et *« des petites bricoles »*. Elle n'a pas souvent l'occasion de parler aux locataires, mais il lui arrive de les croiser dans les escaliers ou les halls d'entrée. *« Ils nous remercient de ce qu'on fait pour eux »* se réjouit-elle.

Attentionné

Benoît Charlieux se forme au métier d'infirmier. Une voie qu'il a choisie pour le côté relation humaine.

Apprenti infirmier, Benoît est un comique au cœur tendre. Originaire de Saône-et-Loire, il a grandi au milieu des vignes familiales. Enfant, il rêvait de devenir œnologue. Mais ses allergies et son mal de dos récurrent l'obligent à se réorienter : il choisit de devenir infirmier. *« Je côtoyais des infirmiers, alors je me suis dit pourquoi pas moi ? »*. Admis au concours, en 2017, il intègre l'IFSI d'Hauteville pour une formation de trois ans.

C'est le côté relationnel du métier qui séduit Benoît. Il aime aider les autres et affectionne les périodes de stage. *« Les gens aiment les stagiaires donc, en général, ça se passe bien »*. Il se souvient avec émotion d'une dame âgée qui n'avait plus dit un mot suite à un AVC. Grâce à son investissement durant des semaines, elle a prononcé ses premières paroles. La reconnaissance des patients est la meilleure des récompenses. *« Dès que les gens me disent merci, après un soin ou une toilette, ça me fait super plaisir »*, confie-t-il. Dans un an, il sera infirmier. Plus tard, il travaillera dans un EHPAD spécialisé ou en gérontopsychiatrie pour accompagner les personnes âgées, aussi bien sur le plan de la santé physique que mentale.

Bénévole

Depuis septembre, Marion Gauby est salariée à Culture pour tous. Son parcours de bénévole l'a beaucoup aidée.

Son but ? Permettre à des personnes en situation précaire – bénéficiaires du RSA, étudiants, chômeurs... – d'accéder à la culture. Ancienne bénévole du Centre du Volontariat, elle a développé avec sa collègue Clémentine Lacoste-Blanchard une plateforme – culturepourtous.fr – qui permet à des coopérateurs de proposer des places gratuites pour des événements culturels. Pour Marion Gauby, la recherche de travail n'est pas incompatible avec le fait d'assister à des événements culturels. *« La culture a sa place dans la réinsertion, dans la vie »*. Sortir peut même ouvrir de nouvelles opportunités professionnelles. Marion sait de quoi elle parle. Après une rupture conventionnelle, elle se retrouve au chômage et perd toute confiance en elle. *« Je ne voyais plus personne, j'avais des horaires décalés. Quand on ne travaille pas pendant une longue période, on ne se sent pas capable de faire quoique ce soit. »* Dans son cas, *« le bénévolat a été un tremplin. »* Aujourd'hui, Marion est une jeune femme épanouie. *« C'est un milieu dans lequel je n'aurais jamais imaginé travailler. Je me sens utile. Mon investissement a payé »*.

« Avoir 25 ans, c'est grandir, changer. C'est un palier.

Et vous ?
Que faisiez-vous il y a 25 ans ?

Je rentrais en DEUG de Sociologie à l'Université de Lille 1 après avoir obtenu un DEUG en Sciences économiques l'année précédente. Lille, ville idéale lorsque l'on est étudiant : je fais la promotion de mon territoire ! Parallèlement à mes études j' « œuvrais » pour la 1re année comme GO au Club Méditerranée, entreprise pour laquelle j'ai travaillé pendant 7 ans...

Emmanuel Maquet,
Directeur de la MIFE de l'Ain

J'accueillais la naissance de mon premier enfant, c'était un émerveillement. Je chantais avec beaucoup de joie dans un chœur et orchestre semi-professionnel, dédié à la musique sacrée des XIXe et XXe siècles, à Lyon. J'étais administrateur d'une entreprise d'insertion à Mâcon, qui faisait de la confection textile haut de gamme. Professionnellement, j'étais salarié de l'Union régionale des entreprises d'insertion Rhône-Alpes, où j'avais en charge un programme de formation à l'accompagnement des créateurs d'entreprises d'insertion.

Philippe Garcin,
fondateur de l'agence de conseil **In Hominé**

Mon mari avait trouvé du travail sur Bourg ; je l'ai suivi. J'ai découvert la ville. Je venais d'accoucher, j'étais mère au foyer. J'ai galéré ensuite pour retrouver un emploi, j'ai fait des remplacements. Le changement de territoire et la question des modes de garde sont au cœur des problématiques de l'emploi en France.

Annick Lépine
conseillère emploi formation

Après avoir été animatrice dans un centre d'hébergement, j'y entrais comme éducatrice spécialisée. Un métier que je m'apprête à reprendre, en indépendante, pour aider à la parentalité. En même temps, j'étais correspondante au *Progrès* – plus tard, j'ai travaillé pour *Interaction* ! – et j'avais déjà trois enfants.

Isabelle Gorissen

J'étais déléguée départementale de l'APF depuis cinq ans. C'était un vrai choix, pour ma fin de vie professionnelle. J'étais fortement engagée, j'ai mis en place des services qui existent toujours. J'y suis restée dix ans, jusqu'à ma retraite. Ces années ont été très riches sur le plan humain.

Nicole Bouveiron
retraitée

Enthousiaste

Assistante administrative au CHRS de Tremplin, Sofia Rogova apprécie à fond son travail et sa rencontre avec les métiers du social.

La comptabilité, sa formation initiale, l'avait amenée à postuler chez Tremplin en 2017. La bienveillance de sa chef de service lui a ouvert un nouveau chemin. *« J'avais un BTS, mais je ne savais plus si je voulais faire ce métier,* reconnaît Sofia Rogova. *À la fin de mon contrat, elle m'a proposé un CDD au CHRS. Ça m'a vraiment plu ! Aujourd'hui, je suis en CDI. »*

Au quotidien et avec une autonomie qu'elle apprécie, elle veille à transmettre les infos, gérer les tableaux, répondre aux demandes, bref à faciliter le quotidien des éducateurs. *« J'ai découvert leur métier. »* Une découverte qui peut-être un jour la fera bifurquer vers une autre nouvelle voie...

« J'apprends tous les jours, je prends ce qui vient. J'ai vécu en Russie jusqu'à 9 ans. Ma mère galérait, le soir on mangeait juste de la soupe. La différence entre les riches et les pauvres est plus grande qu'en France. Ici, il y a plus d'opportunités » confie-t-elle. Pleinement burgienne depuis son arrivée dans le pays, elle sera bientôt naturalisée française.

Bienveillante

Laëtitia Birota a le sourire des îles, une vive passion pour les animaux et beaucoup d'empathie pour les personnes qu'elle accompagne dans son nouveau métier.

Elle aurait bien aimé être vétérinaire, mais pas simple ! Elle s'est orientée vers l'humain. Après son bac, en Martinique, Laëtitia Birota a travaillé auprès des enfants, dans des écoles et centres de loisirs, durant quatre ans. Fin de contrat, nouvelle étape pour la jeune femme, qui décide alors d'aller voir sa mère en France. Un an et demi plus tard, elle y est toujours. *« Je ne pensais pas y rester si longtemps ! »* dit-elle, tout sourire. *« J'ai vu une offre de formation du GEIQ ADI* dans l'aide à domicile. Je me suis dit que ça pourrait me plaire, j'ai postulé. »* Concours d'entrée réussi, entretien avec Ain Domicile Services idem. Depuis avril, elle se forme au métier, trois jours sur le terrain, deux jours à l'ADEA. Avec bonheur et bienveillance : *« Ça m'a donné une vision des choses sur lesquelles je ne me questionnais pas forcément, comme l'importance pour les personnes d'être accompagnées, d'avoir un lien social, de sentir qu'elles existent. Je pensais que l'aide à domicile, c'était rendre service mais c'est bien plus que ça : apporter un soutien, une écoute. »* Son nouveau métier la fera rester en métropole pour l'instant.

* Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification des aides à domicile en intégration

> 25 ans est un âge charnière mais formidable !

Pétillante

Ses amies ont trouvé la formule : Inès Moine est pétillante. Autrement dit énergique et joyeuse, caractères qui la définissent aussi dans sa pratique de neuropsychologue au foyer pour adultes épileptiques des Passerelles de la Dombes.

Séduite par la dimension scientifique de la neuropsychologie, Inès Moine en a fait sa spécialité. Après un an en gériatrie, elle décroche un poste à l'Orsac, au tout nouveau foyer des Passerelles de la Dombes. *« C'est génial de démarrer un établissement. J'ai le sentiment d'apporter vraiment ma contribution ; je ne peux pas rentrer dans des pratiques déjà installées, même si ça aurait un côté rassurant ! »* Pas formatée pour un sou, Inès parle de « personnes » et pas de « patients », loquace et précise sur son travail auprès de ces adultes épileptiques et sur son métier. Elle voit la psychologie comme une recherche d'ajustement et d'équilibre. Quel est l'équilibre de sa vie à elle ? la gymnastique sportive, qu'elle pratique aujourd'hui au sein d'une association créée avec des amis pour produire des spectacles. C'est sa « respiration », son temps de décrochage. À l'automne dernier, Inès Moine a (déjà) repris des études à la fac pour une spécialisation en thérapie cognitive et comportementale. *« En fait, ça me plaît d'apprendre. »*

Respectueux

Il a dû quitter son pays et rêve de devenir aide-soignant. Ibrahim Chinwari se bat pour apprendre le français et vivre de sa passion.

Depuis qu'il est tout jeune, Ibrahim Chinwari rêve de devenir aide-soignant. À cause du conflit qui ravage l'Afghanistan, son école ferme et compromet son avenir professionnel. Il décide alors de quitter son pays natal et arrive en France au printemps 2018. S'il n'a pas le statut de réfugié, il obtient une protection subsidiaire et la somme de 200 euros par mois en février pour une durée de quatre ans. Logé pendant quelques mois au centre de transit (CAO) de Villars-les-Dombes, il tente sa chance à la maison de retraite du village, mais sa candidature n'est pas retenue. Malgré sa timidité, Ibrahim ne se décourage pas. Grâce au RSA qu'il touche depuis le jour de ses 25 ans, il a emménagé dans un logement social ADOMA à Bourg-en-Bresse, fin juin. Pour réussir, il sait qu'il doit apprendre le français. Il prendra des cours de français langue étrangère (FLE) dès la fin juillet. Ibrahim est également suivi par le Programme régional d'intégration des réfugiés (PRIR) qui l'accompagne dans l'ensemble de ses démarches personnelles.

Courageux

Pompier de Paris depuis 4 ans, Florent Hyvert a fait de sa passion son métier.

13 mars 2015 : Florent intègre la brigade des sapeurs-pompiers de Paris dans le 12e. Il a toujours désiré être pompier et suivre les traces de son père. *« On me demande souvent pourquoi j'ai voulu être pompier, mais je ne sais pas. Je ne l'explique pas. ».* Après les jeunes sapeurs-pompiers de Coligny, il suit un bac pro "prévention" et entre à l'école de sapeurs-pompiers de Villeneuve-Saint-Georges.

À 16 ans, Florent est aussi pompier volontaire à la caserne de Treffort (Val Revermont). Sa première intervention : un accident de la route mortel impliquant un de ses proches, le marque encore aujourd'hui. Les témoignages et conseils de son père l'endurcissent contre ce genre de risques, mais *« on ne s'y prépare pas vraiment ».* Au moment des attentats de 2015, il intervient à La Belle Équipe, à deux pas du Bataclan. Il revoit ses aînés s'effondrer en larmes.. C'est pour la reconnaissance des personnes qu'il a aidées que Florent aime ce métier, mais aussi pour *« l'adrénaline, l'esprit d'équipe et les copains. »* Lors d'un feu d'habitation, Florent manque de se tuer en dévalant sept étages. Ses collègues le rattrapent in extremis.

Vigilante

Son diplôme et son poste d'assistante de service social ont permis à Emma Petiot de découvrir un autre pays de Gex qui est pourtant sa terre natale.

Un travail d'équipe très soudée (trois assistantes sociales, deux collègues à l'accueil, une infirmière) qui intervient au sein de la MDS gessienne dans le triangle Divonne-Chevry-Cessy. Emma connaît bien l'envers du décor de ce territoire que l'on présente comme un eldorado. Difficile de se loger, d'échapper aux soucis financiers, de ne pas perdre pied rapidement. *« De la petite enfance aux personnes âgées, les problématiques sont très variées et très complexes. Peu de personnes ont conscience de ces difficultés sociales. »*

Emma est titulaire de son poste depuis trois ans. C'est important pour elle d'être au service du Département et de ceux qui l'habitent avec difficulté. Elle met aujourd'hui l'accent sur deux exigences : maintenir absolument une présence physique derrière la porte que l'on pousse pour appeler à l'aide et garder sa flamme intérieure, savoir prendre du recul, éviter de s'identifier à l'autre pour être en mesure de lui apporter la bonne réponse. Jeune mais déjà très pro !

Et vous ?
Que faisiez-vous il y a 25 ans ?

“ En 1994, j'étais chargée de développement local, en Saône-et-Loire, pour des dispositifs tels que des chartes intercommunales et « pays ». C'était le début des communautés de communes. J'ai ensuite résolument orienté ma carrière vers le médico-social, en quête de sens sur les problématiques humaines des populations et pas seulement sur les questions économiques d'un territoire.

Geneviève Gaudin
Directrice d'Ain Domicile Services

“ Pour ma part, je terminais mon mandat de secrétaire général de la fédération CFDT de la santé et du social après sept ans de responsabilité nationale pendant lesquelles j'ai eu à travailler sur la loi hospitalière de 1990, les accords Evin de 1988, les accords Duraffourg de 1991, la première convention collective de l'aide à domicile de 1983, etc. sans compter les initiatives proprement CFDT sur les conditions de travail dans le secteur et la coopération entre les professionnels, la question du rapport à la mort dans les équipes soignantes et ses conséquences sur l'organisation du travail... Une expérience parfois difficile et exigeante, mais ô combien enrichissante tant sur le plan humain que sur le plan technico-administratif et politique ?

Marc Dupont
Président de l'Adapa

“ J'étais directrice adjointe du CIDFF du Rhône. J'étais arrivée là un peu par hasard, à la documentation et l'information au public – avant j'avais travaillé à la CCI de Nancy puis suivi mon mari. Je cherchais un emploi – mais j'y ai trouvé tout de suite des choses qui ont résonné avec des aspects de ma vie que je percevais mais n'avais pas bien conscientisées, comme la difficulté pour une femme de mener une carrière professionnelle, de trouver sa place dans la société. J'ai trouvé très intéressantes les possibilités d'agir de cette association.

Christine Piotte
Directrice du CIDFF de l'Ain

“ C'était la naissance de mon troisième garçon. Mon travail principal était d'être maman ! Et je faisais du bénévolat en tant que présidente d'une halte-garderie, en Normandie. Avant, j'avais été adjointe de direction d'une entreprise de bâtiment.

Bénédicte Duthoit,
déléguée du Secours catholique de l'Ain

Chaleureuse

Pour Fanny Aurrand-Lions, le travail social, ce sont des petites mains et des petites actions qui apportent beaucoup de bonheur.

Après son diplôme de CESF, obtenu en l'alternance à l'ADMR de Villars, Fanny devient responsable de secteur. En septembre 2017, changement de plan : elle entre à l'UDAF comme mandataire judiciaire. La protection des majeurs, c'était l'inconnu. *« J'avais un petit peu peur mais on a une équipe, un service juridique et on est formé sur les bases, les outils, les procédures. »*

Parmi les 45 personnes de 18 à 87 ans qu'elle suit, chacun a son parcours et ses fragilités. Elle les voit en moyenne une fois tous les deux mois, en plus des échanges à distance. Bâtir une relation n'est pas toujours simple d'autant que les mesures de protection font entrer dans l'intimité. Mais pour certains, expliquer leur vécu peut être salvateur. *« Il faut les mettre en confiance, expliquer l'on n'est pas là pour les priver de leurs droits mais pour les accompagner ».* Est-ce difficile à 25 ans ? *« Au début, je le pensais. À 45 ans, on pourrait estimer que je ne connais rien de la vie. Mais ça n'a rien à voir. C'est une question d'approche, de liens. C'est presque plus compliqué avec des jeunes de mon âge car leur situation m'atteint directement. »*

Passionnée

Elle se voyait psy ou instit'. De son plan B, Ketty Servigne a fait sa vocation au point qu'elle se voit toujours dans une école... dans 25 ans !

Ketty Servigne a apprécié son année de professeur stagiaire des écoles parce qu'elle a pu tester son plan B. *« J'ai commencé par un stage et je suis restée comme bénévole. Conclusion : je voulais enseigner. »*

L'école primaire, c'est la chance de suivre ses élèves de bout en bout. *« On balaie tous les domaines. Cela exige de la polyvalence, mais c'est un travail de groupe ».* L'enseignant est un pédagogue ayant de l'aplomb. L'âge n'est pas un obstacle. *« J'ai encore à faire des preuves. Je sais me remettre en question, mais quand j'entre dans ma classe, je suis la maîtresse. C'est comme un uniforme. »*

Cette attitude crée une confiance avec les parents. *« Ils savent que l'on est là pour eux, que l'on va dans le même sens pour aider l'enfant à évoluer. »* Disponibilité, implication et dialogue sont essentiels. *« Quand ils accompagnent des sorties, ils voient l'envers du décor et comprennent la responsabilité pesant sur les enseignants. ».* À la rentrée, Ketty quittera l'école de l'Alagnier, à Bourg, pour Oyonnax où elle sera remplaçante. *« Passer de classe en classe est le plus formateur. J'aurai le temps d'avoir la mienne ensuite ».*

Organisée

Un recommandé, ça n'attend pas ! Un journaliste, si. « C'est une perle. » a glissé sa directrice, en attendant le pli.

Marine Pauget monte chaque jour avec bonheur les deux étages qui lui permettent de rejoindre le secrétariat à la protection de l'enfance. La Maison de la Solidarité du Haut-Bugey a son siège stratégique à Nantua, dans une maison qui grince de partout. *« Des fois, avec ma collègue, on se demande... »*

Dans une société qui craque beaucoup, Marine Pauget est un point de repère pour l'équipe qui va et vient sur un grand territoire. Rigueur, organisation, enthousiasme, *« J'apprends en permanence ; aucun jour ne se ressemble. »* La cohésion est vraiment un point fort pour donner du sens aux valeurs partagées.

Le profil de Marine est sage. Attachée à sa famille, à ses amis, à sa ville de Nantua, à son département. Ce qui ne signifie pas que les choses sont figées pour autant. Elle sera contente d'évoluer avec le service vers plus de responsabilités, de continuer à se former au-delà de son BTS. À la MDS de Nantua, monter en grade c'est descendre d'un étage ! Marine sait ramener un quotidien parfois difficile à des choses simples : *« Le social, c'est prendre soin et améliorer les situations. C'est être utile à la société. »*

Patiente

L'aide à domicile, l'attachement à la personne ont plu tout de suite à Marine Milon qui trouvé son bonheur professionnel en Dombes.

L'ADMR de Saint-Trivier-de-Moignans, c'est un grand terrain d'action pour la quarantaine d'intervenantes qui kilomètrent chaque jour pour s'occuper des 250 clients. Marine Milon les a rencontrés, à domicile, pour définir leurs besoins au domicile. Elle est AT, autrement dit assistante technique de secteur, en place depuis septembre 2018. Le trajet quotidien depuis Quincieux dans le Rhône, le caractère rural du secteur, le milieu associatif, l'aide à la personne, tout cela lui va bien. Ce sont des choix, presque des évidences, pleinement assumés après une licence en droit du travail et pas mal d'expériences dans le privé.

Marine sait ce qu'elle veut. Pas du privé *« où on ne parle que de chiffres »* mais *« de l'humain pour améliorer la vie de ns clients ».* Bien dans son poste, mais aussi bien dans sa peau, elle estime qu'on n'est pas obligé de faire les choses rapidement. Donc elle prend son temps, efficacement. *« Je n'ai encore eu le temps de voir tout le monde »* s'excuse-t-elle. Sûr que ceux qui l'ont rencontrée l'ont appréciée. *« Le contact, ça me motive chaque jour ».*

Développeur

Un homme, enfin ! Rafir Bensayour est habitué à ce genre de remarque (stupide). Il est un des rares hommes embauchés au siège de l'Adapa.

Ça ne le démonte pas. *« J'ai toujours évolué dans un milieu féminin. Dans mon cas, il ne faut surtout pas partir avec des préjugés. ».* Rafir Bensayour, c'est du solide. Viriati, il a fait ses trois ans de Droit à Bourg, avant de partir à Lyon décrocher un master en ressources humaines. Ses stages lui donnent l'occasion de découvrir le médico-social. Il accroche. L'association l'embauche en avril 2018 comme assistant aux ressources humaines. Il a la cote dans la maison. Entretiens, infos collectives lors de forums, stratégie de valorisation des métiers dans des emplois difficiles à pourvoir... Avec son VTT stationné dans son bureau, Rafir fonce, une main sur chaque frein : *« Il faut un grand respect des salariés et il faut un grand respect du droit social. »* Sa destination ? *« Je dois contribuer à ce que les collaborateurs* (il pourrait dire collaboratrices !) *se sentent bien. »* Rafir a le sourire en permanence. C'est un homme très courtois. Il aime son job et se joue des contraintes : mille salariés, un éclatement géographique qui tient de l'atomisation, un secteur compliqué en recrutement : rien ne l'arrête.

Plein d'espoir

Parti du Mali en 2012, Youssouf Mahama démarre sa nouvelle vie à Ambérieu.

C'est la guerre qui l'a contraint à quitter le Mali avec sa famille. Au Niger, ils resteront six ans en camp de réfugiés. *« C'était difficile. Des tempêtes, des inondations ravageaient les tentes et il fallait reconstruire. »* En 2018, un programme de réinstallation se développe suite à des attentats. France ou Canada ? Pour Youssouf et sa famille, seul compte la sécurité. Ils arrivent le 10 avril au Centre de transit des réfugiés de Bourg. *« On a été bien accueillis et bien accompagnés pour les documents, les papiers, le logement. On n'a pas senti de souci avec la population ».* Le titre de séjour est un soulagement, mais il reste à s'adapter. *« Je ne supportais pas le froid »* s'amuse-t-il. *« Les façons de faire sont différentes, mais on s'habitue. »*

En mars, il déménage à Ambérieu. *« On était bien au centre, mais avoir un appartement, c'est important ».* Youssouf se tourne vers son prochain objectif : travailler. Il a demandé une équivalence pour poursuivre ses études de comptabilité-gestion et s'est inscrit à la mission locale. Il rêve de devenir Français et, si la paix revient, de retourner au Mali. Il a conservé des amis parmi les anciens du centre. *« Je resterais bien dans l'Ain, à Bourg. J'y suis à l'aise ».*

Et vous ?
Que faisiez-vous il y a 25 ans ?

1994 fut une année fondatrice pour moi. J'avais accepté un poste de directeur d'usine avec la perspective de vente à un groupe américain. En y travaillant, on a réalisé que notre métier commun (la chimie des polymères) avait façonné beaucoup de similitudes de culture. Cette année-là, j'ai aussi vraiment compris combien les compétences ne se limitent pas aux savoirs. Elles reposent aussi sur les capacités relationnelles et sur la capacité à résoudre des problèmes. En 1994, nous avons achevé la mise au point de la bouteille plastique pour Evian, avec un procédé technique entièrement neuf.

Jean-Claude Michelon,
président de l'Orsac jusqu'en 2019

J'étais responsable d'entreprise. Je trouve qu'on est moins adapté. J'ai pris ma retraite de chef d'entreprise, d'élu, et bientôt de bénévole. À un an des municipales, je ne serais pas surpris que certains maires ne souhaitent pas se représenter. Beaucoup ont déjà effectué deux mandats, et je pense qu'il y a trop de communes.

Pierre Perdrix
Ancien patron de la Rovip
et ancien maire de Treffort

Engagé

Neuf mois de service civique ont aidé Ghislain Bonnal à trouver sa voie. Ouvert, confiant, il a adopté la fibre bénévole.

« J'étais timide et j'avais des a priori sur les autres » Bac pro sécurité en poche, Ghislain a envie d'autre chose. À la Mission locale, il découvre le Service civique. Il se lance et participe à deux missions avec Unis-cité sous le signe du lien social. Des échanges, des projets sur le développement durable et des temps festifs sont pensés avec les habitants de la Croix-Blanche. Au foyer Adoma, il crée du lien entre des populations mixtes. *« Le service civique est une chance de s'ouvrir l'esprit que je souhaite à tous »*

Après trois ans à Ambérieu dans la sécurité incendie et neuf mois de break en Nouvelle-Zélande, il travaille en lycée et mesure le chemin parcouru : *« ce qui m'a fait le plus grandir, c'est de continuer comme bénévole à Unis-cité. »* Il poursuit les actions avec la Banque alimentaire ou les Restos du Cœur. *« Les bénévoles nous font découvrir la richesse de l'univers »*. Il conseille aux jeunes de sortir de chez eux, d'agir avec les associations pour faire avancer la société et élargir leur horizon. *« Le devoir de notre génération est de s'investir face à ce qui ne va pas »*.

Partageuse

Médiatrice des ressources numériques, Léa Hillebrand partage la culture digitale avec tous les publics.

Férue de bibliothèques depuis toute petite, Léa en a fait son métier. Outre ses fonctions de bibliothécaire à la médiathèque Camus, elle s'occupe de numérique. *« Je n'aimerais pas avoir l'un sans l'autre. Le contact avec le public est crucial pour proposer des choses cohérentes »*. Elle prépare des animations variées pour tous publics et tous niveaux. *« Je fais le lien entre l'usager et l'outil. Je les accompagne pour acquérir des compétences. J'explique, je rassure face aux préoccupations individuelles. Les jeunes ne se posent pas de question, mais ne savent pas tout faire. Les plus âgés n'osent pas, mais vont loin, s'ils ont les bases. »*

L'évolution du numérique contraint à se former et à lutter contre les problèmes matériels et techniques d'accès. Le numérique reste un moyen de créer du lien social en rassemblant autour de produits culturels. *« J'ai présenté des jeux vidéo pendant la Semaine bleue. Certains étaient curieux, voulaient apprendre »* rappelle Léa. Pour l'instant, elle ne se voit pas quitter ce milieu en pleine évolution. *« 25 ans est un âge charnière, mais formidable Nous avons vécu des choses qui nous ont construit mais il y en a encore plein d'autres possibles professionnellement, humainement. »*

Attentive

Les plus jeunes la connaissent bien : Clara Mourlevat les accueille depuis bientôt deux ans au BIJ, le Bureau Information Jeunesse.

Clara Mourlevat a une petite voix qui ne semble pas poser de problème aux 17-20 ans qui fréquentent le BIJ. C'est amusant de l'entendre parler d'une autre génération. Elle leur explique comment utiliser cette formidable table d'orientation du logement, de l'emploi, des loisirs et de bien d'autres choses encore qui vont jusqu'au numérique, à la prévention des addictions ou à la recherche d'un job d'été. Ils viennent avec leurs recherches ; ils repartent souvent avec un projet. *« Je n'ai pas réponse à tout, mais j'explique comment je ferais à leur place. »* Certains viennent parfois encore accompagnés de papa et maman !

Pour occuper ce poste d'éclaireur et d'accompagnatrice, Clara, qui est originaire de Leyssard, près de Nantua, et fille de parents éducateurs, dispose d'une formation et d'expérience solides. Elle a même effectué des remplacements sur des postes de monitrice éducatrice.

La douceur de sa voix va bien avec les valeurs qui l'animent : la bienveillance qui permet d'accepter, l'écoute qui ne doit pas juger, la volonté d'être utile et de travailler dans l'humain, à l'image de tous ces jeunes qui composent cette galerie de portraits, dont elle ferme la marche. Ça tombe bien : c'est une lectrice assidue d'Interaction !

Azalée

PLAN SENIORS 01

Le plein d'activités pour les seniors

Plus de 150 activités vous sont destinées : ateliers numériques, sur la mémoire, sorties culturelles, activités sportives, de bien-être, conseils en diététique, sensibilisation au code de la route…

www.activites-seniors.ain.fr

www.ain.fr

AIN 01 le Département